



ÉCOLE DE GUERRE

**LES PAYS SUD-MEDITERRANEENS
DANS LA STRATEGIE DE L'OTAN
*INTERETS ET CONCEPT STRATEGIQUE***

Elaboré par :

Lieutenant-colonel Y.ABADLIA

25^{ème} promotion

Encadré :

Dr S.BATISS

Chargé de Cours confirmé - Département de science politique.

Chercheur Associé - Institut de la Conférence des Associations de défense (Ottawa, Canada)

LIBELLE DU SUJET

**LES PAYS SUD-MEDITERRANEENS DANS
LA STRATEGIE DE L'OTAN :**
interets et concept strategique.

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE

LA SITUATION GEOPOLITIQUE DES PAYS SUD- MEDITERRANEENS

- 1.1. LES ANTAGONISMES DU PASSE
- 1.2. PRESENTATION DES PRINCIPAUX PAYS SUD-MEDITERRANEENS
- 1.3. LA SITUATION ACTUELLE DANS LES PAYS SUD-MEDITERRANEENS
- 1.4. LES TENDANCES LOURDES QUI PESENT SUR LES RELATIONS NORD-SUD

DEUXIEME PARTIE

LES PAYS SUD-MEDITERRANEENS DANS LA STRATEGIE DE L'OTAN

- 2.1. TRANSFORMATION DE L'OTAN
- 2.2. LA SITUATION GEOSTRATEGIQUE AFFECTANT LA REGION
SUD- MEDITERRANEEN
- 2.3. LES INITIATIVES DE COOPERATION SOUS L'EGIDE DE L'OTAN
- 2.4. COLLABORATION OU CONCURRENCE ENTRE L'OTAN ET L'UE ?

RESUME

Pour la Méditerranée, berceau de civilisations, la vision développée par l'OTAN tend à reprendre la vision stratégique américaine exprimée à travers le concept du « Grand Moyen-Orient ». Cette vision relève d'un axe Ouest-Est, basée sur une perception de la région comme une zone de transit pour l'acheminement des ressources énergétiques.

La découverte de nouvelles routes maritimes, ont fait rogner à la Méditerranée une part importante de son rôle stratégique. Elle va retrouver son rayonnement avec l'ouverture du Canal de Suez en 1869, la nationalisation de ce même canal.

La crise libyenne a profondément affecté des Tendances et des perspectives de la région, elle est venue rajouter à cet immense espace du Sahel de nouveaux défis. Ce qui a engendré d'inquiétantes circulations d'armes de tout calibre s'ajoutent aux divers trafics, ou les conséquences ne se sont pas fait attendre.

Les européens et en particulier les français qui avaient une longue histoire dans la région tentent de sécuriser la zone. Mais aussi les États-Unis veulent se replacer militairement en Afrique de manière durable.

L'OTAN en s'éloignant de plus en plus de son théâtre traditionnel, elle s'attache à renforcer la coopération pratique avec les pays Sud-méditerranéens en matière de sécurité et de défense.

Les Etats-Unis portent un intérêt particulier au rôle de l'OTAN dans l'espace Sud-méditerranéen en raison de sa place dans le dispositif militaire américain, et pour maintenir leurs intérêts.

La politique menée par l'OTAN dans l'espace Sud-méditerranéen est tributaire du contexte dans lequel elle se développe. Elle est conditionnée d'une part, par la complexité de l'environnement sécuritaire, et d'autres parts, par l'application de la stratégie de conquête et de domination par la puissance hégémonique américaine au nom de la démocratie et la lutte contre le terrorisme.

SUMMARY

For the Mediterranean, the cradle of civilizations, the vision developed by NATO tends to express the American strategic vision through the concept of the "Great Middle East".

This vision is premised on a West-East axis, based on a perception of the region as a transit zone for the transport of energy resources.

The discovery of new maritime routes has made the Mediterranean to play a major part of its strategic role. It has regained its influence with the opening of the Suez Canal and the nationalization of the same channel in 1869.

The Libyan crisis has deeply affected trends and perspectives of the region, it has added to this huge space of the Sahel new challenges. This has given rise to disturbing circulations of weapons of every calibre, adding to the various traffics and the consequences that followed has been seen in short time.

The Europeans and in particular the French who had a long history in the region are trying to secure the area. Also the United States wants to relocate militarily to Africa in a sustainable manner.

As NATO moves further and further away from its traditional theater, it strives to strengthen its practical cooperation with the South Mediterranean countries in security and defense matters.

The USA is particularly interested in NATO's role in the South-Mediterranean space because of its place in the US military apparatus, and to maintain their economic interests.

NATO's policy in the South Mediterranean is dependent on the context in which it develops. It is conditioned on the one hand, on the complexity of the security environment, and on the other hand, on the application of the strategy of conquest and domination by the American hegemonic power in the name of democracy and the fight against terrorism.

INTRODUCTION

L'ébranlement de la rive sud de la Méditerranée par le printemps arabe vient juste un peu plus d'un an après l'adoption par l'OTAN d'un nouveau concept stratégique. D'habitude l'adoption d'un nouveau concept s'opère généralement après un événement majeur à l'instar de celui effectué après l'effondrement de l'URSS.

Avec l'effondrement de l'URSS, la raison d'être de cette Alliance n'est plus. Dès lors, l'OTAN s'oriente à mettre en place un cadre permettant de conforter la confiance à l'avenir.

Ainsi l'OTAN veut montrer qu'elle n'est pas une simple coalition défensive, mais beaucoup plus une communauté de sécurité entre nations transatlantiques. A vrai dire, elle ne fait que survivre à une extinction imminente. En fait, l'intérêt vital que présente l'OTAN pour les USA les a poussés à maintenir l'existence de cette alliance.

L'attentat du 11 septembre 2001 est peut-être l'événement de l'histoire contemporaine qui a suscité le plus à la fois d'angoisse et hégémonie pour les relations internationales, particulièrement, les relations du monde arabe avec l'occident. Il a inspiré tant d'analystes qui avaient conclu que « *la modernisation, autrement dit le progrès technique, n'engendre pas une culture universelle. Ce progrès conduirait plutôt à un conflit entre d'une part la culture occidentale d'origine chrétienne voir "juive", et d'autre part la culture orientale d'inspiration musulmane* »¹. Ceci confirme le constat qu'a fait après l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide Samuel Huntington dans un article paru en 1993 dans la revue « *Foreign Affairs* » sous le titre « *Le choc des civilisations* ». Huntington perçoit avec acuité que les grandes divisions au sein de l'humanité et la source dominante de conflit seront culturelles. Le choc des civilisations dominera la diplomatie mondiale, et les lignes de fracture entre civilisations seront « les lignes de combat de l'avenir »².

Alors, dans cette conjoncture géostratégique qu'attend l'OTAN des pays Sud-méditerranéens ? Et quelles fonctions leur réserve-t-elle ?

En dépit de desseins visant à dissiper ce clivage immuable entre le Nord et les pays du Sud-méditerranéens, la volonté de sécurisation semble prévaloir. L'intention, est de tirer profit de cette position géographique pour assurer la sécurité maritime et d'impliquer ces pays dans le dispositif d'endigement des risques et les menaces provenant de la région sahélienne.

¹ France Monde arabe : échanges culturels et politiques ; Laure Manicom, Samaha Khoury, Alhadji Boubou Nouhou, Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et musulman, Académie culturelle arabe de Beyrouth ; éd.Presses Univ de Bordeaux 2008.

² The Clash of Ignorance: Le choc des ignorances; Edward W. Said; The Nation. 4 octobre 2001.

Pour étayer cette idée, il sera judicieux d'aborder la situation géopolitique des pays Sud-méditerranéens, ensuite leur rôle dans la stratégie de l'OTAN.

PREMIERE PARTIE

LA SITUATION GEOPOLITIQUE DES PAYS SUD- MEDITERRANEENS.

Lorsqu'on invoque la raison d'Etat, il est nécessaire de prendre en compte incessamment sa situation géostratégique pour définir sa politique. En effet la géostratégie va nous permettre d'étudier l'agencement effectué par la guerre des espaces des pays Sud-méditerranéens. Cela implique l'examen de leurs situations historique et politique en regard de leurs voisins. Dans ce contexte, Hervé COUTAU-BÉGARIE a dit : « *Les bouleversements de l'art de la guerre obligent à concevoir une géostratégie élargie qui en vient presque à considérer la planète comme un théâtre d'opérations unique* »³.

Les civilisations qui se sont succédé en Méditerranée ont laissé un amalgame de rassemblements et de divisions. Conquêtes, invasions et colonisations avaient toutes échoué. Depuis les gens se sont émancipés d'une manière disparate, ce qui n'a pas fait disparaître les rapports de domination. Dans ce qui suit seront abordées les formes de domination qui perpétue un dialogue Nord-Sud fondé sur un rapport du fort au faible, du riche au pauvre, du dominant au dominé.

1.1. LES ANTAGONISMES DU PASSE :

Les rivalités entre ottomans et occidentaux : Au milieu du XVI^{ème}, les empires ottoman et espagnol se partagent la plus grande partie de la Méditerranée et s'affrontent violemment à l'instar de la bataille de Lépante.

A cette époque les deux empires sont décadents (*conflits sur divers fronts, difficultés financières*). Désormais, le monde avait changé et il a fallu plusieurs décennies pour le comprendre. D'abord la migration de la mer intérieure vers l'Atlantique avec la découverte

³ Éditorial du thème Géostratégie dans *STRATISC.ORG* d'Hervé COUTAU-BÉGARIE, Intitulé : Qu'est-ce que la géostratégie ?

de l'Amérique en 1492, ensuite la découverte des nouvelles routes maritimes notamment le périple du Cap de Bonne-Espérance en 1497, font rogner à la Méditerranée une part importante de son rôle stratégique pour le commerce et les enjeux politiques et économiques.

Une lutte frénétique entre la France et la Grande-Bretagne pour la présence en Méditerranée, le Royaume-Uni s'intéressait avant tout à la Méditerranée comme voie de passage vers le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient. Celle-ci prolongeait les routes venant du golfe Persique, reliant l'Inde au marché anglais.

Le Royaume-Uni contrôlait fermement l'Est en Turquie et l'Ouest en Espagne, et avait patiemment jalonné toute l'artère maritime de forteresses nécessaires aux escales de ses navires et comptoirs de commerce. La maîtrise de la voie de communication méditerranéenne garantissait la possession de l'Inde. Le premier ministre du Royaume-Uni avait racheté les actions du canal de Suez d'Ismaïl Pacha, endetté, aussi, il se fait céder l'île de Chypre par la Turquie contre son appui. Le Royaume-Uni conserve jusqu'à aujourd'hui d'importants jalons sur les voies de communication méditerranéennes, comme Gibraltar (acquis en 1713).

La nationalisation du Canal de Suez : La Méditerranée va retrouver son rayonnement avec l'ouverture du Canal de Suez en 1869. En effet ce raccourcis va faire entrer la Méditerranée dans un système mondial d'échanges commerciaux exponentiels.

Entre les deux guerres mondiales, l'enjeu du pétrole, le développement de l'arabisme avec Nasser et l'incapacité de la Société des Nations (SdN) à résoudre le problème palestinien secouent le Proche-Orient.

Le contrôle de la Méditerranée lors de la deuxième guerre mondiale par les flottes britannique et américaine avait décidé du sort de l'affrontement avec l'Allemagne nazie au désert du continent africain quand Rommel était vaincu. La Grande-Bretagne entretient une politique méditerranéenne cohérente et assidue, fondée sur des coutumes, des intérêts, et sur la crainte de voir l'U.R.S.S. poursuivre les anciennes ambitions tsaristes. Elle a confirmé sa présence à Gibraltar et à Malte, à Suez et à Chypre, sécurisant ainsi les voies de transit aux alliés occidentaux.

A la fin de la deuxième guerre mondiale, s'était manifestée une prise de conscience nationaliste. Le refus par les Etats-Unis et par la Banque mondiale de financer la construction du haut barrage d'Assouan, le 26 juillet 1956 pousse l'Egypte en quête de ressources financières à nationaliser le canal de Suez. Cette affaire a duré trois mois, elle se termine suite à l'injonction de l'Assemblée générale des Nations Unies, sous la pression des Etats-Unis

et les menaces de l'Union soviétique. Cet événement a accéléré la redistribution des rôles dans la région. Il a marqué le déclin de l'influence franco-britannique, et a confirmé le prestige de l'Union soviétique au regard de l'opinion publique arabe.

La rivalité OTAN-URSS (la guerre froide) : La deuxième partie du XX^{ème} siècle est caractérisée par une période d'instabilité de la région méditerranéenne, elle est devenue l'un des espaces les plus disputés durant la guerre froide par les deux blocs. Durant cette période, les États-Unis ont consacré l'essentiel de leur effort militaire et diplomatique à contenir l'influence de l'Union soviétique en Méditerranée.

La guerre froide avait commencé en Méditerranée avec la proclamation de la doctrine Truman et l'endiguement opéré par l'Occident, le 12 mars 1947.

La doctrine Truman repose sur le postulat avancé par Mahan : « *La Méditerranée appartiendra à un seul maître, tombera sous l'hégémonie d'une puissance dominante qui poussera ses avantages dans toutes les directions, ou sera le théâtre d'un conflit permanent....* ».

Ainsi l'environnement géopolitique de la Méditerranée continue à être fortement influencé par le bloc de l'Ouest. Son objectif était d'empêcher l'Union soviétique d'obtenir un libre accès à la Méditerranée à travers les détroits et la mer Égée. Cet objectif était renforcé avec l'entrée de la Grèce et de la Turquie dans l'OTAN en 1952. En effet, la Turquie apporte trois atouts majeurs : une frontière terrestre commune avec l'URSS dans le Caucase, le contrôle des détroits et l'accès à la partie Sud de la mer Noire.

Dès 1965, le gouvernement soviétique aménage en Méditerranée une flotte autonome dénommée la « *Eskadra* ». Cette flotte est composée de douze bâtiments qui avaient mouillé en permanence en Méditerranée. Elle est incessamment prête à intervenir en océans Indien et en Atlantique. Cette flotte assure la fonction de peser notablement face aux conflits de la région.

Durant cette période, les américains ont axé l'essentiel de leur effort militaire et diplomatique à contenir l'influence de l'Union soviétique en Méditerranée.

Le Sommet Bush-Gorbatchev tenu les 2 et 3 décembre 1989 à Malte symbolise d'une façon générale la fin de la guerre froide et en particulier la fin de la compétition en Méditerranée. La fin de cette guerre inaugurerait une nouvelle dynamique. En effet, la Méditerranée a été intégrée dans une dynamique culturelle américaine au même titre que le reste de l'Europe, grâce aux effets d'un « *soft power* ».

Elle est devenue une nouvelle « ligne de front », ligne du front Sud alors qu'à l'Est, l'ennemi a disparu. L'Europe s'est tournée alors vers les pays de l'ex bloc soviétique laissant les pays Sud-méditerranéens à leurs sorts.

1.2. PRESENTATION DES PRINCIPAUX PAYS SUD-MEDITERRANEENS

Les transitions et les transformations au fil du temps des pays Sud-méditerranéens sont différentes d'un pays à l'autre. Tout comme le sont les formes de leur intégration dans la mondialisation impérialiste, et les structures des régimes en place. Dans cette partie seront examinés un à un les principaux pays sans trop remonter dans l'histoire.

Le Maroc : Le Maroc n'a pas échappé aux convoitises des puissances occidentales. Des accords particuliers entre le Royaume-Uni, l'Italie et la France en 1904 avaient passé le Maroc sous la sphère d'influence de la France. Par le traité de Fez du 30 mars 1912, le sultan Abd al-Hafid abandonne la souveraineté du Maroc à la France.

A côté du protectorat français, un régime colonial de l'Espagne a été établi par le traité franco-espagnol de Madrid du 27 novembre 1912 sur quelques territoires au nord du Maroc. Par un accord signé la même année entre la France et l'Espagne, cette dernière assurait un protectorat sur Tanger, le Rif et Ifni sur la côte atlantique dans le sud-ouest, aussi bien que sur la région de Tarfaya au sud de la rivière Draa.

En matière de politique extérieure, le Maroc poursuit son arrimage à l'Europe, tout en développant la coopération avec les États-Unis. Il est placé sur la liste des pays menacés par Al-Qaeda suite aux attentats du 11 septembre 2001, et ils ont même conclu un accord de libre-échange bilatéral en 2004 avec les Usa.

La Tunisie : Au début du XIX siècle, la Tunisie sous l'autorité beylicale était en récession, du fait de la diminution des revenus notamment ceux provenant de la piraterie, interdite depuis 1818. Cette situation avait favorisé un interventionnisme étranger accru.

Le ministre Khair-Eddine Pacha en modernisant l'économie n'a pas pu la sauver à cause des préjudices infligés par le ministre Mustapha Khaznadar. De même l'Empire ottoman n'a pu restaurer son emprise sur la Tunisie.

Par le traité signé le 13 juillet 1878 lors du Congrès de Berlin le partage des zones d'influence des principales puissances coloniales est explicitement entériné.

Ainsi dans un contexte d'affaiblissement progressif du pouvoir beylical la Tunisie tombe sous l'orbite d'influence de la France. Le 12 mai 1881, le protectorat est officialisé par la signature du traité de Bardo.

Ce protectorat a trouvé place dans un autre contexte celui du contrôle du commerce maritime. Le canal de Suez, a fait de la Méditerranée un axe commercial prometteur dans lequel la Tunisie tient une place importante autant sur le plan commercial que militaire.

Cette position attractive est convoitée par les puissances coloniales, comme l'atteste le début de la construction par la France de la base navale de Bizerte au lendemain de la ratification du traité de Berlin et arrête les aspirations de l'Italie à étendre sa domination à la Tunisie.

L'Algérie : Contrairement à la Tunisie et au Maroc où la France avait imposé son protectorat par simple accord d'Etat à Etat, l'Algérie a été durement soumise à une conquête village après village. Alger a été envahi en 1830 par un corps expéditionnaire français envoyé par le roi Charles X afin de ménager son règne. Au début les Français ne se sont intéressés qu'à occuper certaines zones du littoral stratégiquement importantes. Plus tard en 1839, l'Emir Abed el-Kader avait conduit une révolte qui va durer huit années.

Ainsi suit une deuxième phase qui entraîne l'expansion de la présence militaire et la conquête de l'arrière-pays. Un long processus s'en suit, incorporation de l'administration algérienne à celle française, intégration de l'économie dans l'économie de la métropole pour en fin s'achever par l'annexion de l'Algérie. Celle-ci a gagné son indépendance après une guerre de libération qui a duré 8 ans de sacrifices, où elle a réussi de retrouver sa liberté.

Dans les années 1992 à 1999, l'Algérie a connu une guerre violente contre les groupes terroristes. Cette période a été qualifiée de «*décennie noire*». Ce conflit oppose le gouvernement, et l'armée nationale populaire aux divers groupes islamistes radicaux.

Les relations internationales de l'Algérie puisent leur essence de la guerre de libération ayant conduit à recouvrer sa pleine souveraineté. Ainsi, elle soutenait durant les années soixante et soixante-dix un nombre important de mouvements révolutionnaires de par le monde.

Grâce à ses richesses sur le plan énergétique ainsi qu'à sa position particulièrement privilégiée dans le flanc sud de la Méditerranée, l'Algérie jouit d'une influence certaine au niveau des ensembles régionaux.

D'autant plus que ce rôle régional de plus en plus important que l'Algérie pouvait jouer dans la préservation de la sécurité en Méditerranée, avait facilité après le 11 septembre 2001 le rapprochement entre Washington et Alger, car l'Algérie constitue une région vitale pour l'Alliance atlantique. Ainsi l'OTAN a reconnu l'importance de la relation entre la sécurité euro-atlantique et la stabilité en Méditerranée et au Sahel Sahélien.

La Libye : On se contentera de dire qu'après la chute du pouvoir du colonel Kadhafi, la Lybie est aussi une candidate naturelle au Dialogue méditerranéen. Il s'agit d'un pays stratégiquement important, angle d'interposition en Afrique sub-saharienne et pivot entre « *Maghreb et Mashrek* », les deux sous-régions principales de la Méditerranée.

Plus d'informations seront intégrées dans l'étude du conflit libyen.

L'Égypte : L'Égypte a été le premier pays de la périphérie du capitalisme mondialisé qui a tenté « d'émerger », bien avant le Japon et la Chine, dès le début du XIXe siècle. Mohammed Ali avait conçu et mis en œuvre un projet de rénovation de l'Égypte.

Cette expérience forte a occupé les deux tiers du XIXe siècle et ne s'est essoufflée que tardivement dans la seconde moitié du règne du Khédivé Ismail, au cours des années 1870. L'analyse de son échec ne peut ignorer la violence de l'agression extérieure de la puissance majeure du capitalisme industriel central de l'époque, la Grande-Bretagne par deux fois, en 1840, puis dans les années 1870 par la prise du contrôle des finances de l'Égypte khédivale, enfin par l'occupation militaire (en 1882), l'Angleterre a poursuivi avec acharnement son objectif : la mise en échec de l'émergence d'une Égypte moderne.

Actuellement l'Égypte a déjà atteint la supériorité contre tout État proche-oriental ou africain. Elle ne fait face à aucune menace militaire immédiate. Elle n'a aucun différend frontalier avec ses voisins. Il est clair que l'Égypte tente d'atteindre la parité militaire avec Israël. Un pays avec qui elle entretient un traité de paix connu sous le nom du traité du « Camp David » signé par l'ex président égyptien « *Anouar Essadet* ».

Plusieurs escarmouches indirectes entre Israël et l'Égypte dans la guerre de l'eau en effet l'Éthiopie et le Kenya appuyés par Israël réclament un nouveau partage des eaux du Nil. Cette attitude d'Israël est confirmée par la tournée du chef de la diplomatie israélienne en septembre 2009, qui a sillonné l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda, trois pays du bassin du Nil.

L'Égypte a vu dans cette montée en puissance de l'État d'Israël une « atteinte à la stabilité de l'Égypte », une « menace pour la sécurité nationale ». La situation s'était compliquée encore plus, par la naissance du nouvel État, le Sud Soudan proche d'Israël. Ce fait pourrait changer l'assise géopolitique du bassin du Nil, et compliquerait la répartition de ses eaux. La révolution aussi pourrait avoir des répercussions, puisque les Égyptiens ont affirmé que le traité de Camp David devrait être révisé.

1.3. LA SITUATION ACTUELLE DANS LES PAYS SUD-MEDITERRANEENS

Lorsqu'on est Nord de la Méditerranée et qu'on parle des pays Sud-méditerranéens, on évoque souvent l'immigration, le terrorisme, la dictature, l'islamisme, la drogue, la croissance démographique, la pauvreté,...etc. Ils constituent des menaces qui entravent le développement de ces pays et de leur prospérité. Cette situation pourrait mettre en péril la sécurité et la paix internationales.

Les pays du Sud-méditerranéens appartiennent à cette partie du monde qu'on appelle le Tiers monde. Durant la guerre froide, ils n'ont pas échappé à l'influence des oppositions idéologiques et politiques des grandes puissances. Actuellement la recherche de l'intégration de ces pays dans leur stratégie ne repose plus sur les mêmes perspectives. Un climat d'instabilité où toute reconstitution institutionnelle s'avère difficile à cause de l'identité maculée.

La situation politico-culturelle: Face à ces grandes puissances qui errent en Méditerranée, les nations qui venaient juste de prendre leur sort en main, tentent tant bien que mal de se rapprocher ou de céder à la convoitise des anciens colonisateurs et des nouveaux protagonistes en Méditerranée, et ce en dépit des antagonismes.

L'une des spécificités des pays méditerranéens : malgré les rivalités qui les opposaient, ils avaient inlassablement entretenu des liens humains et conservé de fortes minorités religieuses ou ethniques bien intégrées dans son milieu et qui participaient aux activités communes. La composition multiethniques des Etats, la coexistence dans la même entité politique de communautés de langues et de cultures différentes avaient perduré à travers tous les accidents de l'histoire en atteste de cette caractéristiques.

Plusieurs tentatives de créer des liens plus étroits de part et d'autre du bassin méditerranéen n'ont pas manqué : le Dialogue euro-arabe, de 1973 à 1990 ; le Dialogue 5+5, lancé en 1990 ; ces expériences vont connaître un oubli durant la période qui suit la désintégration de l'ancien bloc soviétique, les Européens se sont braqués sur l'Europe centrale et orientale, sans doute pour dissiper la querelle idéologique entre les deux blocs.

Encore faut-il réaliser que le Processus de Barcelone n'a pas répondu aux attentes et s'était enfermé dans un dispositif technique et poussif. Ainsi la France qui cherche à être plus active vis-à-vis des questions de la région, en octobre 2007, a replacé la Méditerranée au centre des intérêts politiques en lançant l'idée d'une Union méditerranéenne entre les pays riverains.

Ce projet va perdre de son originalité sous la pression de l'Allemagne, qui a sa propre vision des relations avec les pays Sud-méditerranéens. Elle est à la fois hostile à une diplomatie française dynamique et à un partenariat établi sur une base égalitaire.

Cette réticence et indécision des européens ont suscité chez les pays Sud-méditerranéens une méfiance et un intérêt mitigé. Cette méfiance est alimentée, par la participation d'Israël à ce processus qui n'a pas cessé de violer les lois internationales par la construction de colonies dans les territoires palestiniens occupés.

Ce dialogue Nord-Sud, constitue un projet ambitieux, il est ouvert sur la base d'une volonté d'entretenir entre les deux rives de la Méditerranée une coopération qui tient compte des particularités de tous les riverains et de leurs aspirations.

Bien que les objectifs prioritaires aient été arrêtés, le dialogue s'enlise dans l'amertume et le soupçon d'arrière-pensées. En 1987 l'échec est dominant, le dialogue ne servait à rien. C'est ainsi que la cohésion maghrébine refait surface après les efforts divers et le peu de succès, elle devienne le point de convergence du moins pour les pays du Maghreb. Cette tendance manque une réelle volonté politique pour résoudre le difficile obstacle du Sahara Occidental. Le conflit majeur qui pèse sur le rapprochement Nord-Sud est le déchirement du territoire palestinien.

La situation socio-économique : L'épanouissement industriel en occident va faire basculer vers ses rivages le poids économique sous l'effet de l'augmentation de la demande énergétique. Ainsi, le pétrole redonne de la valeur au Sud. Cet intérêt va rompre sous le poids du passé et les forces de l'avenir les équilibres traditionnels provoquant des bouleversements dans les sociétés. Une fracture démographique va se sentir, l'accroissement de l'écart démographique entre les pays du Nord et ceux du Sud s'accroît. Cette fracture va inverser les courants migratoires entre Sud et Nord.

Un flux de migrations du travail Sud-Nord s'est établi. Il sera vite assujéti à des mesures de limitation, sinon de refoulement (Allemagne), adoptées par la crise économique. Il sera partiellement atténué par un mouvement Sud-Sud vers les pays arabes producteurs de pétrole.

Par contre les luttes dramatiques au Liban remettent en question cette coexistence, et plus dramatique encore le conflit de Chypre qui refuse en plus de la coexistence et de la partition, celui de la tendance au monolithisme ethnique et culturel. Ces deux phénomènes dramatiques marquent l'histoire récente des pays Sud méditerranéens et ce par l'expulsion d'importantes classes populaires se trouvant aux arrières des cités exubérantes.

Cette répudiation va nourrir chez les pauvres et les chômeurs le sentiment d'amertume. En effet, ces mutations démographiques et sociales se sont accompagnées d'une importante explosion urbaine. En plus le développement s'est fait d'une manière anarchique, il a favorisé la formation de ghettos réunissant pauvreté et chômage. Cette population permanente s'accroît considérablement par l'exode rural. Dans la plupart des pays, la situation économique globale affichée présente des bilans acceptables, alors qu'au niveau local les résultats sont faibles voir chaotiques. Cela est dû au décalage croissant entre le littoral et l'arrière-pays, ruine des activités traditionnelles, le chômage...etc.

Le tourisme a précipité le processus de l'exode rural et le surpeuplement urbain, ainsi on assiste à une poussée démographique qui a engendré un grave déséquilibre alimentaire et le redoutable problème de l'alimentation en eau.

Les importations sont de plus en plus conséquentes sur le budget des États et les subventions des produits de base de plus en plus importantes sont devenues un fardeau intraitable.

Le déséquilibre de la balance commerciale un véritable problème, le flux des importations est beaucoup plus important que celui des exportations.

Ce déficit général est problématique, et fait de cette région l'une des principales importatrices de produits alimentaires du monde.

De tels déficits posent de sérieux problèmes, ils remettent en cause les politiques et les choix économiques adoptés. L'évolution du produit national brut des différents États du Sud reflète de profondes altérations dues essentiellement à l'effondrement de la rente touristique, les crises alimentaires et les difficultés de l'industrialisation qui sont contrôlées par l'occident.

LES NOUVELLES FORMES DE MENACES :

La prolifération des armes : La chute du régime de Kadhafi et le chaos qui a suivi, ont entraîné une prolifération d'armes de guerre dans toute la région du Sahel. Les mercenaires qui ont soutenu le régime libyen seraient rentrés au Niger mais surtout au Mali emportant leurs armureries. Ces combattants sont armés d'armes individuelles telles que les grenades, les Kalachnikov, mais aussi d'armes redoutables comme les roquettes, les missiles et les explosifs, ce matériel circule et se vend sans entrave dans la région du Sahel.

L'ONU ne pourra que vanter une plus grande coopération régionale. Entre temps, trafiquants, rebelles et islamistes font leurs stocks. Des armes sont souvent saisies dans les pays limitrophes, notamment l'Algérie.

Les conséquences de ce fléau ne se sont pas fait attendre. Le Nord du Mali est attaqué par le mouvement national de libération de l'Azawad et suivi par des combattants islamistes d'Ançar Dine. Ainsi tout le Nord du Mali est tombé sous leur contrôle. Il faut rappeler que le Nord malien est une zone stratégique située au cœur du Sahara, frontalière de l'Algérie et du Niger et proche de la Libye. Cette zone infectée et échappant à tout contrôle étatique pourrait devenir un nouvel Afghanistan !

La montée de l'islamisme radical : Face à la recrudescence de la pauvreté et à l'incapacité des Etats d'agir, des mouvements islamistes sont apparus. Ils ont pu rassembler diverses forces sociales et politiques. Ils ont mis l'Islam comme source référentiel pour la construction d'une identité.

L'islamisme se présente comme un facteur clé pour sortir de la crise économique et sociale. Les phénomènes de résistance à la mondialisation sont répandus partout dans le monde, ce phénomène non seulement a engendré de résistance économique et sociale, mais aussi une opposition identitaire.

Les révolutions entamées depuis la Tunisie, ont mis l'islamisme sur la voie de reconquête de l'environnement politique et social. Jusque-là, cette tendance est contrôlable, mais le retour des individus qui servaient en Afghanistan à côté d'al Qaeda ou dans les rangs de l'AQMI peut se révéler inquiétant. En Libye ils sont même intégrés dans l'appareil de l'état, ceci pourrait inquiéter l'occident qui voit ces membres qu'il combattait en Irak et en Afghanistan flâner devant ses portes.

Le trafic illicite et les contrebandes : Les pays sud méditerranéens sont accusés d'être à l'origine du trafic des stupéfiants. En effet, certains pays cultivent certaines drogues et en facilitent le commerce. En fait, cette production et ce trafic sont étroitement liés à la pauvreté et à l'endettement de ces pays. Mais n'oublions pas que ces réseaux sont gérés par des commanditaires opérants de l'Europe et que leurs profits financiers sont beaucoup plus importants que ceux des pays producteurs.

Les pays du Sud abordent le problème à travers une logique absurde, alors que les recommandations des spécialistes suggèrent de mettre en œuvre une politique visant à changer les conditions qui poussent à la production et à la consommation des stupéfiants. Quant à l'Europe, elle lance des programmes insuffisants qui ne répondent pas aux besoins des personnes du Sud concernées vivant de cette culture.

Il est clair qu'il existe un lien étroit entre le trafic de la drogue et la pauvreté. Ceci doit inciter les européens à mettre en œuvre des programmes d'assistance économique pour ces pays plus audacieux.

L'immigration clandestine : Si la liberté de circulation des biens, des fonds et des services est reconnue et acceptée, la liberté de circulation des personnes consacrée par le droit international comme un attribut essentiel de la liberté individuelle n'est pas reconnue. Les pays du Nord de la Méditerranée ont connu un changement radical de l'équilibre démographique (vieillessement de la population) vu les conditions économiques et sociales. Ce changement a engendré des pressions migratoires venant du Sud, difficiles à gérer et à contrôler vu la détermination des acteurs et les moyens pour la lutte qui sont rudimentaires. Le phénomène migratoire constitue actuellement, et dans la logique européenne l'une des menaces les plus importantes à laquelle il faut faire face. A travers leurs législations et leurs pratiques politiques, elle est perçue comme l'une des questions sécuritaires les plus importantes. Cette nouvelle perception a favorisé l'intégration du volet immigration en tant que question sécuritaire vitale dans toutes les démarches envers les pays du Sud. Cette situation a favorisé l'augmentation des tensions culturelles et religieuses dans les pays du Nord et de l'anti-occidentalisme dans les pays du Sud. Les États occidentaux limitent l'immigration en provenance des pays du Sud sauf lorsque le besoin impose le recours à une main d'œuvre étrangère. Ces politiques, loin de résoudre le problème, ont encouragé l'immigration clandestine qui est en croissance permanente. En fait, si l'immigration pose actuellement un problème aux pays concernés (aussi bien d'accueil que d'origine), et si on admet qu'elle constitue une menace, il est nécessaire de trouver des solutions dans l'origine même du phénomène. Certainement, la solution réside dans une réduction des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres, inégalités dont l'Europe est en partie responsable.

LES CONFLITS RÉGIONAUX :

Le conflit arabo-israélien : Le conflit israélo-arabe est né au Proche-Orient à la fin du mandat britannique sur la Palestine. Des heurts avaient éclaté pendant le mandat britannique entre Juifs venant s'installer en Palestine et résidents arabes. Ils se sont intensifiés lors de la révolte arabe de 1936-39 et de la guerre civile de 1947-1948, laquelle déboucha sur la création de l'État d'Israël.

Le conflit israélo-arabe qui s'ensuivit a donné lieu à :six guerres ou conflits armés (la guerre de 1948-1949, la guerre de Suez de 1956, la guerre des Six jours de 1967, la guerre d'Octobre 1973, la première guerre du Liban de 1982, la seconde guerre du Liban en 2006).

Deux Intifada.

Ce conflit occupe une place majeure dans la géopolitique du Proche-Orient. De nombreuses problématiques l'accompagnent, en particulier celle des réfugiés palestiniens et leurs revendications nationales ; ensuite Le contrôle par Israël des lieux saints de Jérusalem, ville sacrée des trois religions du Livre ; et le contrôle de la principale ressource d'eau potable de la région (*le bassin du lac de Tibériade*) ;

Sur les 3,6 millions de réfugiés palestiniens que compte le Proche-Orient en juin 1999, un tiers vit dans les camps, et plus de la moitié hors de Palestine, dont une majorité en Jordanie, premier pays d'accueil. Pour tous se pose, depuis la première vague d'exil en 1948-1949, la question du droit au retour.

La discontinuité territoriale de l'Etat palestinien en gestation, qui est divisé en trois zones et rogné par une colonisation israélienne grandissante. Depuis 1967, Israël occupe et poursuit sa colonisation de Jérusalem-Est, en dépit de la revendication Palestinienne et des pays arabes.

L'agression israélienne a dévoilé, au fil des jours, ses véritables objectifs qui ne sont pas ceux proclamés par le gouvernement israélien, à savoir l'arrêt des tirs de roquettes sur les villes israéliennes à partir de Gaza, mais géostratégiques consistant en la reconfiguration de la carte et des frontières de la région, où il n'y aura nulle place pour un Etat palestinien.

C'est ce qui pousse les dirigeants du Hamas de s'abstenir de toute discussion de paix avec l'Israël et ne pas la reconnaître comme état.

La « relation spéciale » des Etats-Unis avec Israël s'est toujours trouvée en travers de la prise de démarches nécessaires pour conclure la paix, ce qui laisse palestiniens et arabes avec une seule conclusion c'est le processus de paix est une utopie.

Ce soutien inconditionnel des Etats-Unis à l'occupant israélien a motivé « certains » dans le monde arabe et musulman à se radicaliser.

Le conflit Libyen : Le Colonel Kadhafi a été chassé du pouvoir très difficilement, des dizaines de milliers de morts sont tombés et un nombre beaucoup plus important de blessés. Alors la crise en Libye évolue d'une manière accélérer.

L'histoire toute proche nous rappelle que la Libye, alors occupée par l'Italie, a été déjà «découpée» en 1943 sur des considérations tribales en trois parties. Départagée entre la Grande-Bretagne et la France, deux parties (*Cyrénaïque et Tripolitaine*) pour la première, et le Fezzan reviennent à la France. Six années plus tard, l'ONU les réunifia de nouveau en se déclarant favorable à l'indépendance de la Libye incluant les trois parties.

C'est pour ces raisons que l'Angleterre et la France étaient bien plus engagées aux combats que les forces de l'OTAN. La France a donné le coup des bombardements sur la Libye, suivie de l'Angleterre, avant que l'OTAN ne reprenne le commandement des frappes sur la pression de l'Allemagne et la Turquie.

Au début les américains ne voulaient pas assumer cette intervention en Libye ni assurer le commandement de l'opération, parce qu'ils ne veulent pas en assumer le coût, et que leurs forces sont déjà engagées en Irak et en Afghanistan. Toutefois ils ne souhaitent pas non plus laisser la France piloter cette opération. Ils ne veulent pas d'une Europe qui s'affiche en puissance politique autonome, Les USA préfèrent voir l'OTAN prendre les commandes et se mettre en retrait honorablement en faveur de l'Alliance atlantique.

La France, à l'inverse, refusait au départ que l'opération libyenne soit placée sous le commandement d'une organisation qui est identifiée aux Etats-Unis. Elle veut s'affirmer comme acteur incontournable en Afrique et notamment dans les ex-colonies.

La première coalition a réuni sous le commandement français plusieurs pays⁵. Au 6^{ème} jour de l'intervention, le flou s'est installé quant à la capacité de cette coalition de mener à bout cette guerre, ainsi le besoin d' enrôler d'autres pays se fait sentir. Plusieurs pays ont manifesté leur volonté d'adhérer à cette coalition mais, sous le commandement de l'OTAN.

Un compromis sera trouvé, la conduite politique des opérations est revenue aux ministres des Affaires étrangères des pays engagés, y compris des pays arabes, tandis que l'organisation et la planification est revenue à l'OTAN. En pratique, l'OTAN est aux commandes opérationnelles mais elle ne l'est qu'en soutien et sous l'autorité de la coalition qui s'est formée pour appliquer la résolution du Conseil de sécurité 1973.

Encore une fois, aucune considération pour ce pays qui est en détresse, ces acteurs font valoir leurs intérêts au détriment de la souffrance de la population civile. Plusieurs Etats de la communauté internationale se sont suivis pour reconnaître la légitimité du CNT pour promouvoir l'émergence démocratique du pays.

L'ironie du sort est que les membres du mouvement d'Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI)⁶ ont reconnu l'autorité de Benghazi et profitent de la situation pour s'incrôler avec les insurgés et « opèrent côte à côte » avec des membres des forces spéciales. On soupçonne même certains services secrets de leur fournir des armes et du matériel militaire.

Bien que la classe politique et les média américains s'inquiètent de la présence d'Al-Qaeda parmi les rebelles libyens, le New York Times⁷ a révélé que l'administration Obama a déjà, dépêché plusieurs groupes d'agents de la CIA aux côtés de ces mêmes rebelles. Leur mission consiste à aider, localiser les dépôts d'armes et repérer les troupes de Kadhafi.

Le président américain Barak Obama par le biais d'un décret secret, a également autorisé la CIA à livrer du matériel militaire ou de l'argent aux rebelles, mais aucune livraison d'armes n'aurait été effectuée. Par contre, plusieurs pays, ont fourni des armes aux combattants rebelles. Sauf que « *ces armes circulent rapidement via un trafic d'armes organisé en Libye et au nord du Sahel* »⁸. Si les intervenants minimisent l'importance des armes qui auraient passé dans la main de l'AQMI, on ne peut pas sous-estimer l'importance des armes libyennes pillées et qui seraient parvenues à l'AQMI pour armer ses équipes qui sévirent au Sahel.

Ce qu'on peut noter à la fin, c'est que l'AQMI dispose d'un soutien ou une sympathie d'une classe politique libyenne (*les anciens miliciens du GICL à leur tête d'Abdelhakim Belhadj*) qui sont devenus : « *Islamistes fréquentables aux yeux des occidentaux* ». Ils évoluent dans un immense espace (*le Sahel*). Ils ont pu recueillir une quantité énorme d'armes redoutables notamment de missiles. Par leurs trafics, ils ne manqueront pas d'argent. Ajouter à tous ces données, la ruée des membres d'Al Qaeda en Irak et en Syrie qui « *se sont affaiblis auraient migré vers l'Afrique* »⁹.

⁶ Al Qaeda au Maghreb Islamique(AQMI).

⁷Article intitulé : «*C.I.A. Agents in Libya Aid Airstrikes and Meet Rebels*», écrit par Mark MAZZETTI et Eric SCHMITT en date du 30 mars 2011.

⁸Arnaud CASTAIGNET journaliste et économiste, d'après l'article publié sur le site www.slateafrique.com, intitulé« *Et si la Libye devenait le nouveau sanctuaire d'al-Qaïda* ».

L'enlisement de la situation au Nord du Mali témoigne de la gravité des événements, non seulement de ceux qui se sont survenus, mais des menaces qui se dessinent dans tous le Sahel.

1.4. LES TENDANCES LOURDES QUI PESENT SUR LES RELATIONS

NORD-SUD :

Depuis 1962, la guerre au Mali n'a jamais véritablement cessé entre les nomades berbères du Nord et l'État qui est sous le contrôle des agriculteurs noirs sédentaires du Sud.

La crise libyenne est venue rajouter de nouveaux défis à une situation déjà complexe sur le terrain, le retour des ressortissants des pays sahéliens que leurs Etats doivent accueillir dans des zones se trouvant parfois déjà en situation de précarité ou encore l'inquiétante circulation d'armes de tout calibre et de personnes s'adonnant à divers trafics, vont s'ajouter aux défis du développement auxquels se heurtent les Etats du Sahel.

Les hostilités se sont ravivées au mois de janvier 2012. Plusieurs milliers de Touaregs, dont nombre d'anciens militaires dans l'armée libyenne, ont en effet pris le contrôle de l'Azawad, le Nord-Est du Mali. Ils combattent ainsi pour la prise en compte de la réalité géographique et humaine régionale comme l'a prôné Kadhafi : « *la création d'un État touareg au centre du Sahara* ». Ces combattants disposent d'un matériel de pointe, y compris des missiles sol-air ; avec l'un d'entre eux, ils auraient semble-t-il abattu un avion de l'armée malienne.

Les européens et en particulier les français qui avaient une longue histoire dans la région tentent avec le concours de l'Union Africaine de sécuriser les routes énergétiques d'une part, et les flux migratoires actuels traversent ces espaces d'autre part. Les États-Unis veulent se replacer militairement en Afrique de manière durable. L'outil le plus indiqué est le fameux AFRICOM, ils présentent l'AFRICOM comme étant la plus grande association caritative au monde, au service exclusif du continent africain.

La zone militaire de Tessalit fait l'objet de convoitises, elle est considérée comme une zone hautement stratégique à la frontière algérienne. « *C'est un observatoire régional idéal, très convoité depuis des années par des puissances étrangères.* »¹⁰.

Selon Jason BUKE¹¹, en citant des sources bien informées à proximité de groupes islamistes en Afrique du Nord a déclaré : « *au moins deux hauts dirigeants d'Al Qaeda ont déjà fait leur chemin vers la Libye* ».

⁹ D'après l'article de Jason BUKE : « *Al-Qaida leadership almost wiped out in Pakistan* » publié dans le journal électronique : www.guardian.co.uk le 25 décembre 2011.

¹⁰ Ce Sahel qui déstabilise l'Afrique, Quotidien indépendant d'information du Burkina LE PAYS, 4 février 2012.

¹¹ Journaliste aux éditions de la Découverte, <http://www.editionsladecouverte.fr>.

Ce périple peut annoncer l'amorçage d'une nouvelle stratégie permettant de profiter de la situation post révolution dans laquelle l'Etat est assez faible. Selon le même journaliste un autre groupe de personnalités originaire de l'Afrique du Nord, et qui sont très expérimentés ont quitté leurs camps dans la province de Kunar en Afghanistan.

Etant donné que les américains ont quitté l'Irak, et qu'ils s'appêtent à quitter l'Afghanistan, cette situation suscite beaucoup de craintes pour l'Afrique du Nord. Elle pourrait devenir le nouveau « *théâtre du djihad* » dans un avenir très proche. Car le principal mobil des dirigeants d'Al Qaeda est de combattre la christianité, sionisme et « *américains* ».

Ainsi le Sahel devient un lieu de rencontre, parce qu'on note la présence d'européens à travers plusieurs coopérations caritatives, les américains avec la célèbre AFRICOM...etc.

Tout cela est paradoxal lorsqu'on lit les propos de Jean-Paul Baquias: « *Il semble qu'aujourd'hui encore, les ambassades américaines soutiennent en sous-main des mouvements intégristes sahéliens susceptibles de favoriser l'influence des Etats-Unis au détriment de l'influence européenne* »¹².

La zone sahélienne est un théâtre d'affrontement « *crisogène* » (*enlèvement, trafic, immigration, prolifération des armes...etc.*), et un espace stratégique difficile à contrôler. Le Sahel a connu une stabilité relative, notamment en matière d'immigration grâce à Kadhafi en jouant la « *carte migratoire* » Cette stabilisation passe par la tentative de contrôle des flux migratoires qui transitent par le Sahara. Les pays du Sahel ont beaucoup reçu de Kadhafi, qui a aussi accueilli de nombreux travailleurs africains. Aujourd'hui ces milliers de travailleurs venus du Sahel ont dû quitter la Libye, mais ils ont emporté beaucoup d'armes.

Conclusion partielle :

Le changement qui s'opère maintenant à la suite des révolutions arabes, laisse apparaître une lueur d'espoir pour certaines sociétés civiles qui commencent à s'agiter dans le monde arabo-musulman pour aspirer à la démocratie. Mais l'arrivée au pouvoir des islamistes dans plusieurs pays, a créé un environnement politique hostile à la pratique de la gouvernance du Nord, toujours suspecte aux yeux des populations. Les pouvoirs arabes en place comme les gouvernements à domination islamiste qui viennent d'accéder au pouvoir, ont toujours des soupçons quant à la gouvernance du Nord.

¹² Tiré de l'article écrit par Jean-Paul Baquias (diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris), intitulé : Une explosion en préparation au cœur de l'Afrique sahélienne publié en avril 2012 sur le site du Réseau européen de réflexion géopolitique : www.tendencias21.net.

Car parler de « *Révolution Facebook* », par exemple, c'est vouloir banaliser ces révolutions, en considérant les nouvelles technologies comme le facteur qui aurait tout déclenché. Ces vecteurs d'information et de mobilisation, demeurent simplement comme des moyens. Les raisons profondes de la « *colère arabe* » existent belle et bien indépendamment des NTIC.

Cet *orientalisme*¹³ a provoqué des dégâts chez certaines élites politiques et intellectuelles du monde arabe qui ont contribué à légitimer la représentation culturaliste et péjorative de l'immaturation démocratique des peuples arabes.

Il faut rappeler que par cet orientalisme, les puissances occidentales avaient trouvé divers accommodements même avec l'islam lui permettant de cohabiter avec leurs propres religions. Aujourd'hui, l'Islam s'est radicalisé, notamment dans la zone sahélienne, et d'un degré moindre dans d'autres régions du monde arabe. Ce n'est pas leur politique extérieure, cette recette démocratique qui est mise en cause, mais la culture et la religion des arabes et musulmans qui sont incriminées ; c'est l'« *autre* ».

A présent voyons dans ce qui suit, quels rôles auront à jouer ces pays Sud-méditerranéens par leur position géopolitique ?

DEUXIEME PARTIE

2.1. LES PAYS SUD-MEDITERRANEENS DANS LA STRATEGIE DE L'OTAN.

L'éclatement de la crise des Balkans a présenté une opportunité inégalée à l'OTAN d'intervenir en dehors de ses frontières passant ainsi d'une vocation de défense collective à une vocation de maintien de la paix et de gestion des conflits dans les zones périphériques de l'Europe. Cette vocation sera par la suite à l'origine d'une coopération en matière de sécurité qui aura ultérieurement comme conséquence l'élargissement du champ d'intervention de l'OTAN, autrement dit l'empiètement des compétences de l'OTAN sur ceux de l'ONU.

Par conséquent, sur le flanc Sud, la région méditerranéenne, renvoyée auparavant à l'appellation « *hors zone* » devient une zone d'intérêts pour sa sécurité.

¹³ L'Orientalisme : selon Edward Wadie Said (théoricien littéraire, un critique et un intellectuel palestinien de citoyenneté américaine). C'est un outil qui a permis aux occidentaux depuis l'an 1213, de s'attribuer des valeurs positives et d'attribuer à l'orient (arabe, grecque, hébraïque et syriaque) des valeurs négatives. Sur un plan pratique, l'orientalisme est une arme qui a été mise au service des puissances coloniales à partir du 17ème. En 1798, Napoléon Bonaparte en vue de conquérir l'Egypte s'est fait accompagner par un groupe de scientifiques formant ce que l'on appelait l'Institut d'Egypte. Cette Liaison savoir-pouvoir, permet à l'orientalisme européen « de mieux assurer l'asservissement [de ces peuples] aux puissances européennes »

En 1997, le commandant en chef du flanc Sud de l'OTAN¹⁴ cite : « *La ligne de front de l'engagement des Etats-Unis pour la sécurité européenne se déplace vers la méditerranée et au-delà* ».

Ainsi, le chercheur Hans Binnendijk¹⁵ réserve au flanc Sud une stratégie « *sudiste* » et « *réactive* » de l'OTAN, qui dépasserait la notion de champ d'application géographique dépassée et restrictive, pour évoluer vers une notion géopolitique « d'intérêts communs ».

Celle-ci a pour grand mérite d'inclure les intérêts pétroliers (préserver l'accès au Golfe), le contrôle de l'immigration de l'Afrique du Nord, et pour pouvoir discerner la place des pays Sud-méditerranéens dans la stratégie de l'OTAN, on sera amené à considérer la stratégie de l'OTAN d'une manière globale.

TRANSFORMATION DE L'OTAN :

Création de l'OTAN : Après la seconde guerre mondiale Washington a créé l'Alliance Atlantique Nord, cette alliance « anticommuniste » avait pour vocation initiale un objectif double. D'une part, assurer à tous ses membres en Europe et en Amérique du Nord une sécurité vis à vis d'une puissance qui a adopté un autre système et une autre idéologie.

En effet, d'après les buts idéologiques avoués du parti communiste soviétique et une série d'évènements politiques entre 1947 et 1949 précipitèrent les décisions (menaces directes contre la souveraineté de la Norvège, la Grèce ou la Turquie, coup d'Etat en Tchécoslovaquie et blocus de Berlin). D'autres parts, garantir une stabilité vis à vis des partis communistes qui commençaient à prendre le pouvoir. Pour atteindre ce but, l'Alliance déploie et utilise à la fois son influence politique et sa capacité militaire, en fonction de la nature des défis à la sécurité auxquels ses Etats membres sont confrontés.

L'OTAN formée d'Etats souverains, constitue donc une organisation intergouvernementale qui n'impose en rien sa volonté aux gouvernements membres et qui agit uniquement d'une façon acceptable par tous. Elle est une Alliance défensive, sa stratégie repose sur le concept de la dissuasion contre toutes les formes d'agression ou d'intimidation et son objectif premier est d'éviter que la guerre n'éclate. Il faut que les forces armées mises à sa disposition par les pays membres soient adéquates, par leur nombre, leur qualité et leur emplacement, pour rendre crédibles la dissuasion et la capacité de défense.

La défense de la zone du Traité est indivisible, bien que, pour des raisons militaires, la zone de l'OTAN soit partagée en divers « *commandements* », les pays membres reconnaissent leur totale interdépendance en matière de sécurité.

A cet effet, l'Alliance atlantique a trois tâches essentielles. En premier lieu maintenir la paix et la sécurité dans la zone du Traité de l'Atlantique Nord grâce à la coopération et à la coordination des politiques de défense. Pour se faire elle doit fournir un cadre de consultation et de coordination des politiques de l'Alliance afin d'engager les adversaires potentiels dans des négociations constructives visant à assurer la limitation des armements et à régler les différends. La troisième tâche consiste à fournir les moyens et les mécanismes nécessaires à la coopération entre les pays membres dans tous les domaines où cette coopération est souhaitable.

Pendant les quarante premières années de son existence, l'OTAN a fait l'objet d'une série de réformes et de réorganisations destinées à ce qu'elle tire profit des possibilités qui se sont parfois présentées de dépasser les contraintes de la Guerre froide de façon à placer la sécurité de ses pays membres sur une base plus positive et plus stable. Par contre, pendant la période relativement courte qui s'est écoulée depuis la fin de la Guerre froide, l'Alliance a fait l'objet de transformations beaucoup plus fondamentales, et elle s'est adaptée à des changements de l'environnement de sécurité d'une portée et d'une intensité que peu auraient pu anticiper au cours des années antérieures.

Ainsi, au cours des années 90, l'OTAN a réagi pour la première fois à la fin de la division traditionnelle entre l'Est et l'Ouest et des antagonismes sur les plans idéologique, politique et militaire, ainsi qu'à la disparition des menaces militaires classiques pour la sécurité de la région euro-atlantique.

L'OTAN a procédé à cinq cycles d'élargissement, les douze membres fondateurs :

1952 : La Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni ont été rejoints par la Grèce et la Turquie.

1955 : L'Allemagne.

1982 : L'Espagne.

1999 : La Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

2004 : La Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie.

2009 : L'Albanie et l'Ukraine.

Evolution du concept stratégique de l'OTAN :

L'OTAN et la guerre froide : Dès sa naissance en avril 1949, l'OTAN avait pour mission initiale d'assurer la sécurité du continent européen après la seconde guerre mondiale.

Ainsi sa stratégie primaire était exprimée sous le nom de «*Concept stratégique pour la défense de la zone de l'Atlantique Nord* ». Formulé entre octobre 1949 et avril 1950, ce concept décrit une stratégie d'opérations de grande envergure pour la défense de territoires.

A partir de juin 1950 la stratégie dite des «*représailles massives* » qui repose sur la dissuasion était établie. Elle est traduite par la menace de riposter à toute agression contre ses pays membres par tous les moyens à sa disposition, dont, en particulier, les armes nucléaires.

En 1967, le concept stratégique «*représailles massives* » laisse la place à la «*riposte graduée* », permettant à l'OTAN la souplesse lors de la riposte en cas de menace pour la souveraineté ou l'indépendance des pays membres.

A partir de 1980 : Il y'avait deux concepts opérationnels complémentaires : OCA : «*Offensive Counter Air*», qui a pour but de réduire le potentiel aérien adverse en vue d'acquérir la supériorité aérienne ; FOFA : «*Follow On Forces Attack*», suivie d'une attaque terrestre.

La chute du mur de Berlin en 1989, annonce la fin de la guerre froide. Cet évènement a provoqué une agitation politique et militaire généralisée dans toute l'Europe.

L'OTAN de l'après-guerre froide : Après le démantèlement du pacte de Varsovie, il ne se dégageait aucune raison claire qui justifiait le maintien de l'OTAN, initialement conçu autour d'un concept défensif, contre une menace qui venait de disparaître.

Cependant, la crise du Golfe en 1991 d'une part et la répression par le gouvernement soviétique des aspirations des états baltes d'autre part, ont mis en évidence des dangers pouvant porter atteinte à la sécurité et aux intérêts économiques des pays de l'OTAN, redonnant ainsi à l'alliance de nouvelles raisons d'exister et l'amenant en conséquence à y adapter son concept stratégique.

L'Alliance a donc entrepris de nouvelles tâches fondamentales, parmi lesquelles, fonder de partenariats de sécurité avec les démocraties allant de l'Europe jusqu'en Asie centrale en passant par le Caucase. A la suite des changements survenus dans l'environnement de sécurité global, l'alliance a également endossé de nouvelles responsabilités.

Dorénavant, elle doit régler à la fois l'instabilité liée aux conflits régionaux et ethniques à l'intérieur de l'Europe et aux menaces découlant de régions extra zone euro-atlantique.

En effet, pendant les deux années qui ont suivi cet antagonisme, une réorientation de cette situation s'est imposée. Ainsi un nouveau concept stratégique, se dessine et prend forme. Il est débattu au sein de l'Alliance et adopté à Rome en novembre 1991. Issu d'une nouvelle perception, ce concept stratégique met l'accent sur la coopération avec les anciens adversaires et instaure l'obligation d'œuvrer dans le sens d'une amélioration et d'un élargissement de la sécurité pour l'Europe tout entière.

Il est sorti du cadre ancien en opérant des révisions dans la structure du commandement, et d'importants changements concernant les forces intégrées de l'OTAN.

Cette réadaptation a été effectuée en prévision des besoins futurs en matière de gestion des crises et de maintien de la paix.

Le concept de 1991 s'articule autour d'une architecture de sécurité européenne fondée sur la coopération et le partenariat plutôt que sur la confrontation politique et la compétition militaire dans la région Euro Atlantique.

L'éclatement de la crise des Balkans a offert à l'OTAN une opportunité d'intervenir en dehors de ses frontières, passant ainsi d'une vocation de défense collective à une vocation de maintien de la paix et de gestion des conflits dans les zones périphériques de l'Europe. Cette vocation sera par la suite à l'origine d'une coopération en matière de sécurité qui aura ultérieurement comme conséquence l'élargissement du champ d'intervention de l'OTAN.

D'autre part, sur le flanc sud de l'OTAN, la région méditerranéenne, renvoyée auparavant à l'appellation « hors zone » devient une zone d'intérêts pour sa sécurité.

En 1997, le commandant en chef du flanc sud de l'OTAN¹⁶ cite « *la ligne de front de l'engagement des Etats-Unis pour la sécurité européenne se déplace vers la méditerranée et au-delà* ». D'autres experts œuvrent aussi pour une stratégie « sudiste » et « réactive » de l'OTAN qui dépasserait la notion de champ d'application géographique dépassée et restrictive, pour évoluer vers une notion "d'intérêts communs».

Celle-ci a pour grand mérite d'inclure les intérêts pétroliers (*préserver l'accès au Golfe*), le contrôle de l'immigration de l'Afrique du Nord.

¹⁶ L'amiral américain Joseph Lopez.

Ce concept sera une autre fois réédité pour prendre en compte les changements intervenus en Europe, mais tout en gardant la même optique. L'adoption en avril 1999, d'une version révisée au Sommet de Washington qui englobe des moyens politiques et militaires complémentaires, et met l'accent sur la coopération et le dialogue avec d'autres Etats partageant les mêmes objectifs de l'Alliance. Il prend en compte la démarche de la politique de sécurité et de défense de l'Union européenne. Ce concept réaffirme la prédisposition de l'Alliance à l'adhésion de nouveaux membres.

L'OTAN d'après le 9/11 : En 2001, l'article 5 est invoqué pour la première fois par l'Alliance en réponse aux attaques terroristes du 11 septembre. Elle s'engageait en 2003 contre les Talibans « hors zone » en Afghanistan, avec la mission ardue de l'ISAF¹⁷. L'OTAN, par la suite s'est élargie pour admettre dix nouveaux membres. Elle a créé de nouveaux partenariats, de nouvelles structures et a lancé de nouvelles initiatives, à l'instar de la constitution avec l'ennemi d'hier, du Conseil OTAN-RUSSIE. L'Alliance est restée prédisposée à intégrer de nouveaux membres et partenaires, et ses relations avec ses voisins et d'autres organisations internationales continuent à évoluer. En effet, l'article 5 stipule que toute attaque armée contre un Allié, sera considéré comme une attaque dirigée contre tous les Alliés. Au lendemain des attentats du 11 septembre contre les Etats-Unis, cet article a été invoqué, en attendant d'identifier le véritable acteur de cette attaque terroriste.

Cette hypothèse a été confirmée le 2 octobre 2001, après avoir présenté les preuves au Conseil de l'Atlantique Nord qui incrimine le réseau terroriste Al-Qaeda.

Le 4 octobre 2001, les Alliés ont adopté une série de mesures pour soutenir les Etats-Unis dans la campagne conduite contre le terrorisme. Ces mesures indiquaient une coopération renforcée dans le domaine du renseignement et un partage accru d'informations.

Ainsi que de facilités d'accès et de survol à l'intention des aéronefs et bâtiments des Etats-Unis et des Alliés. La relève d'une partie de VI^{ème} flotte US par le déploiement d'une partie des forces navales permanentes de l'OTAN dans l'Est de la Méditerranée.

Des appareils du système aéroporté de détection et de contrôle (AWACS) de l'Alliance ont été déployés dans l'espace aérien des Etats-Unis. Ce « package » d'aide est composé d'un soutien militaire, et de mesures juridiques et financières ayant pour finalité d'interdire le financement des organisations terroristes.

¹⁷ Force internationale d'assistance à la sécurité

Les attentats du 11 septembre 2001 ont provoqué un bouleversement dans l'environnement sécuritaire international. L'Alliance doit donc se transformer pour maintenir son efficacité. Elle doit continuer à assurer ses missions traditionnelles axées sur l'Europe, tout en faisant face aux nouvelles menaces. Elle doit aussi se doter des capacités nécessaires pour réagir rapidement et avec souplesse aux nouveaux défis. Lors du sommet de Prague de 2002 un processus de transformation est lancé pour rendre l'OTAN capable d'affronter les défis sécuritaires du 21^{ème} siècle. Ce processus est conçu pour renforcer la sécurité de l'ensemble de la région euro-atlantique ainsi que la stabilité et la prospérité des pays membres.

De plus, une force de réaction de l'OTAN (*NRF*) dotée de technologies de pointe facilement projetable là où il faut, permettant de cibler et d'augmenter les capacités militaires de l'OTAN. Ils ont esquissé une nouvelle structure de commandement, plus réduite mais plus efficace, un commandement stratégique «*opérations*», basé en Europe (*en Belgique*). Mais le commandement stratégique «*transformation*» restera aux Etats-Unis, avec une représentation en Europe.

Donc, de ce qui précède on a vu que l'OTAN a évolué continuellement depuis sa création en 1949. Elle s'est continuellement adaptée pour défendre l'Europe occidentale durant les quatre décennies de la Guerre froide, ensuite elle a assuré la transition vers le nouveau millénaire.

Ce millénaire a vu de nouvelles menaces auxquelles sont confrontés les pays membres. Encore une fois, la manière dont l'Alliance leur fait face continue à évoluer sans toutefois dévier des principes énoncés dans le Traité de Washington. L'OTAN, cet outil politico-militaire transatlantique offre un large cadre pour la gestion des défis sécuritaires affectant les intérêts européens et Nord-américains, tout en préservant leurs intérêts propres.

L'actuel concept stratégique de l'OTAN : Le besoin de l'Alliance de s'adapter aux nouveaux changements fondamentaux se fait sentir de nouveau. Ainsi en avril 2010 un comité de 12 experts, dirigé par l'ancienne secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, a été chargé d'élaborer la nouvelle stratégie de l'Alliance pour la décennie à venir. Ce comité avait recommandé le renforcement des liens avec la Russie afin de faire évoluer d'avantage le travail dans les domaines d'intérêt commun. Et d'une manière générale ces experts ont préconisé à l'Alliance de devenir polyvalente pour être en mesure de contrecarrer les dangers découlant de sources présentant une grande diversité géographique et technologique. C'est à l'occasion du sommet de Lisbonne 2010 que ce projet est entériné, il a donné naissance à un nouveau concept qui sera abordé dans le chapitre suivant.

La commission conduite par Madeleine Albright a soulevé quatre grandes questions :

L'importance de la mission fondamentale de l'OTAN, la défense des territoires des pays membres, par rapport à une approche plus globale d'une Alliance «*expéditive* », susceptible d'intervenir partout dans le monde.

Le type de relation avec la Russie.

L'approche globale « *comprehensive approach* », à la suite des enseignements tirés des dernières guerres. Insistant sur l'insuffisance du seul l'outil militaire, car pour stabiliser une région, il faut adopter une politique globale, qui intègre les aspects économiques, civiques et sociaux. Ce qui revient à dupliquer la structure militaire de l'OTAN par une structure civile.

Le rôle des partenariats et des institutions avec lesquelles l'OTAN travaille, les Nations Unies et l'Union européenne, au-delà de la réaffirmation du rôle de l'OTAN pour la défense des territoires des pays membres, l'équipe a rappelé que les atteintes à la sécurité peuvent surgir non seulement dans les frontières des pays, mais aussi de n'importe quel endroit dans le monde.

Le concept proposé émane d'une analyse pertinente et actualisée de la menace et de l'environnement en mettant l'accent sur les menaces tels que les cyber-attaques et les missiles balistiques. Le facteur russe a été abordé d'une manière à la fois avec empreinte de méfiance et d'assurance. Ainsi le concept proposé exprime la « *combinaison appropriée de forces conventionnelles et nucléaires* ».

Cette réédition suscite le souci de réalisme quant à la réaffirmation du rôle des Nations Unies et de l'Union Européenne.

Car les dernières interventions de l'OTAN se sont faites sans aucune mandât de l'ONU, dans ce contexte Catherine Grandperrier a dit : « Avec l'obligation que se donne notamment l'UE de ne lancer des opérations qu'avec un mandat de l'ONU tandis que l'OTAN n'en fait pas une condition *sine qua non*¹⁸ »¹⁹. Ce qui représente une confirmation de cette idée d'une OTAN qui serait capable de tout faire, et quasiment de son propre chef.

Ce nouveau concept veut couper avec cette idée pour exhiber une plus grande retenue, une plus grande modestie, une adaptation aux concepts de la mondialisation et à la variété des menaces, même quand elles ne sont pas de nature militaire.

¹⁸ *Sine qua non* : (La condition nécessaire) était à l'origine un terme juridique latin signifiant « sans laquelle cela ne pourrait pas être ».

¹⁹ Catherine Grandperrier, Le Nouveau Concept de l'OTAN et de la Défense de l'Europe, éd. L'Harmattan 2011, page 44.

Les moyens militaires : La politique menée par l'OTAN dans l'espace méditerranéen et moyen-oriental est tributaire du contexte dans lequel elle se développe.

Elle est conditionnée par la complexité de l'environnement sécuritaire de cette région.

Les chercheurs de la RAND Corporation²⁰ soulignent que le concept de sécurité dans cette région connaît deux acceptations majeures : la sécurité dure « *hard security* » et celle que l'on qualifie, par opposition, de sécurité douce « *soft security* »²¹.

La première se réfère à la dimension militaire, la deuxième inclut différentes dimensions, moins directement militaires.

Cette dimension militaire concerne, dans une large mesure, l'équilibre entre Etats et alliances et préconise même l'usage de guerres préventives.

Adopter une approche en se basant sur des aspects militaires durs de la sécurité en méditerranée et au Moyen-Orient paraît trop insolite, car il n'existe pas de menace militaire que les européens ne pourraient s'opposer.

Ainsi partant de la volonté d'éliminer totalement des armes nucléaires et l'ambition de proposer des moyens susceptibles de réduire le champ d'application de la dissuasion nucléaire, la déclaration finale du sommet de Lisbonne a entériné ce concept mais en ajoutant « *la défense antimissile* ».

Ce nouveau concept donne une idée plus modeste de l'OTAN qu'il y a dix ans à cause de la crise financière subie par les Etats et par l'OTAN elle-même. Il apparaît une nécessité collective de réduire l'envergure de l'OTAN en tant que structure, par une réduction drastique des effectifs que ce soit au niveau des commandements ou à celui des diverses agences qui devront être regroupées dans une structure beaucoup plus rationnelle.

Les forces militaires de l'OTAN devront développer d'avantage la faculté de travailler en coordination plus étroite avec un grand nombre de partenaires multidisciplinaires civils et militaires, gouvernementaux, internationaux ou non gouvernementaux, dans le cadre d'une approche globale. Cette faculté requiert de la part de l'OTAN une organisation évoluée et d'une capacité civile de gestion de crise. Et elle requiert de la part des partenaires non membres une adaptation de leurs forces militaires et une prédisposition des dirigeants.

²⁰ La RAND Corporation, fondée en 1945, est une institution américaine à but non lucratif qui a pour objectif d'améliorer la politique et le processus décisionnel par la recherche et l'analyse. La RAND Corp, qui est basée en Californie, est considéré comme un think tank américain.

²¹ F. Stephen Larrabee, Jerrold Green, Ian O. Lesser et Michele Zanini, *The Future of NATO's Mediterranean Initiative : Evolution and Next Steps*, 2000.

Cette adaptation est appuyée par la coopération sécuritaire qui renvoie à des formules souples et flexibles, adaptées à chaque partie prenante dans les domaines de la diplomatie de défense, les réformes militaires et le développement de l'interopérabilité.

Le fait marquant dans l'édition des concepts stratégiques de l'OTAN, est que depuis 1991 la politique annoncée est orientée d'une part vers la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération. D'autres parts, la prédisposition de l'Alliance pour l'accomplissement de missions de soutien de la paix.

Ainsi les USA à la tête de l'Alliance continuent à s'approprier des attributions des Nations Unies en matière de sécurité et maintien de la paix.

On note ici la dégénération du conflit du Mali aggravé par dissémination des armes venues de la Libye, a affecté tout le Sahel.

L'intérêt que doivent chercher les pays du Sud, est de faire évoluer le dialogue d'une manière concertée entre eux dans un objectif d'instaurer un véritable partenariat, à l'instar du « *Partenariat pour la Paix* » que l'OTAN a mis en place dans l'Est européen.

On peut conclure partiellement que parallèlement à l'évolution du contexte stratégique, la façon dont l'Alliance relève les défis pour la sécurité s'est transformée.

Cette évolution se poursuit dans le but de préserver la stabilité dans l'ensemble de la zone euro-atlantique et de faire face aux nouvelles menaces, telles que le terrorisme et d'autres défis pour sa sécurité, qui se situent au-delà de sa zone de responsabilité traditionnelle.

2.2. LA SITUATION GEOSTRATEGIQUE AFFECTANT LA REGION DU SUD-MEDITERRANEEN :

Le début de l'année 2011 a amorcé un deuxième « *éveil du monde arabe* »²². Ce grand soulèvement en faveur de la démocratie, de la liberté, de l'indépendance et des droits de l'homme est comparable à la chute de l'Empire ottoman. Tous les pays arabes sont nés de la désintégration de cet empire et ont été marqués directement ou indirectement par l'époque coloniale. Cette époque a eu de profondes répercussions sur tous les plans : identitaire, culturel, social, économique et politique. Actuellement le projet de « *contrôle militaire de la planète* »²³ par les forces armées des Etats-Unis épaulé par l'OTAN s'opère dans le cadre du « *nouvel ordre mondial* », caractérisé par la démocratisation forcée du « *Sud* ».

²² Jaques Coulland, Archives de sociologie des religions p 184.

²³ Samir Amin, Président du Forum du Tiers Monde : L'AMBITION DES ÉTATS-UNIS paru sur <http://www.gabrielperi.fr>

Etrangement cette lutte pour la démocratisation prend alors une tournure décisive dans le moment actuel. Elle prend la forme d'une impulsion d'islamisation sur l'environnement politique. Etrange parce que cette tendance consacre la théorie de Samuel Huntington : les conflits prochains seront d'ordre « *culturel et civilisationnel* »²⁴.

Les nouveaux régimes qui réussiront à prendre le pouvoir et ceux qui opèrent la transition font déjà l'objet des sollicitudes de la part des puissances qui ont intérêt à obtenir un avantage stratégique en termes d'alliances militaires, de contrats énergétiques et de manœuvres stratégiques pour anticiper les affrontements futurs.

Dans cette partie on va démontrer que la géopolitique de l'endiguement inventée pour contenir l'URSS, appliquée actuellement à la Chine va être rééditée pour contenir par l'arrière les pays arabes du Sud-méditerranéen et par le Nord l'espace du Sahel saharien.

La stratégie de l'endiguement « containment » : L'effondrement du bloc de l'Est est dû à la stratégie de l'endiguement adoptée par l'Alliance du Nord. Elle était mise en œuvre par les relations européennes qui se sont organisées selon une vue géopolitique matérialisée par la lutte entre les puissances maritimes et celles continentales, entre le pivot central « *heartland* »²⁵ et les îles « *outrre Crescent* ».

La finalité de cet antagonisme est de contrôler le « *rimland* »²⁶ intermédiaire pour suffoquer le pivot central occupé par la Russie. L'objectif de cette stratégie est de contenir l'expansion du communisme en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine.

La chute du mur de Berlin a couronné la persévérance du bloc de l'Atlantique.

Outre l'éclatement de l'URSS, on assiste à la dissolution du Pacte de Varsovie. Enfin, l'Alliance n'a plus de rivale, mais la résurrection de la posture géopolitique de la Russie effraye l'Ouest. C'est pourquoi l'Alliance ne s'est pas arrêtée là, elle procède à l'intégration des pays disloqués du pacte de Varsovie et ce pour parfaire la domination du « *rimland* ».

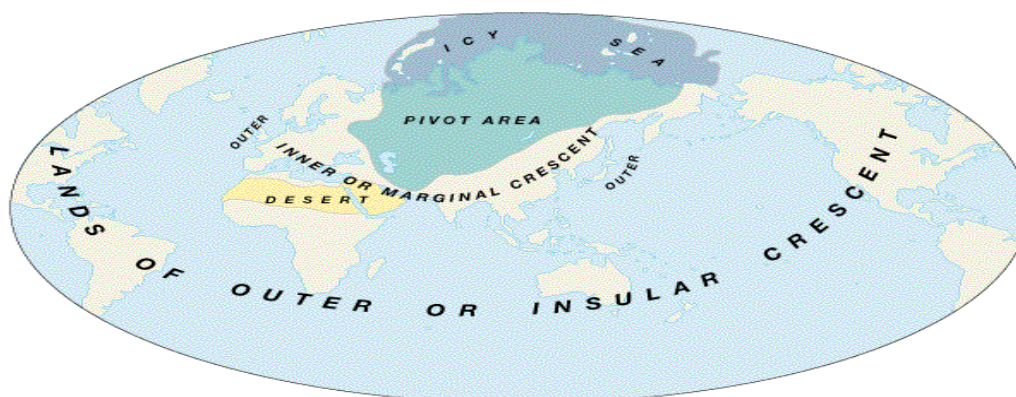
L'annexion de cette continuité territoriale le « *rimland* » déplace le centre de gravité géographique de l'alliance de l'Ouest vers l'Est, et parce que l'Alliance est devenue continentale son centre d'intérêt en Atlantique se déplace en Méditerranée.

²⁴ Samuel Huntington professeur à l'université de Harvard, « The Clash of Civilisations ? », publié dans la revue Foreign Affairs en 1993.

²⁵ Vision géopolitique d'une dimension continentale du géographe anglais Halford J. Mackinder (1861-1947).

²⁶ Théorie de Nichols Spykman, tous les pays qui bordent l'Eurasie constituent un croissant marginal ou « *rimland* » : « *l'anneau des terres* ». Spykman est un journaliste américain, il a enseigné la science politique à l'université de Californie et a dirigé l'Institut d'études internationales à l'université de Yale. Il est surtout connu pour avoir élaboré la théorie de l'endiguement qui sera mise en œuvre par les États-Unis durant la guerre froide.

Le rapprochement de la Russie avec l'Occident n'est pas révélateur d'apaisement, car la réalité de la menace de l'axe OTAN/USA dirigé vers la Russie est toujours en œuvre. Actuellement cette stratégie est alors radicalisée et transformée en stratégie de reflux « *roll back* », qui consiste à profiter de la fragilité temporaire de la Russie en transition vers le marché, pour la repousser et l'expulser de ses positions fortes et traditionnelles : le conflit syrien en atteste. La stratégie d'endiguement ou « *containment* », est à présent appliquée à la Chine.



Les Etats-Unis sont entrain de soutenir fortement les monarchies sunnites qui constituent un rempart face à l'avancée des chiites. Maintenir les monarchies sunnites au pouvoir constitue une manœuvre géostratégique capitale, d'une part pour maintenir leur base navale de la cinquième flotte à Bahreïn et pouvoir contenir aisément l'Iran, d'autres parts pour contrôler cette zone qui renferme la plus grande réserve pétrolière du monde, et en particulier l'Arabie saoudite.

L'Iran cherche à acquérir une continuité territoriale jusqu'au Liban et la Syrie et ainsi opérer une discontinuité dans la ligne de front américaine. Dernièrement et après la révolution égyptienne, deux bâtiments de la marine iranienne sont autorisés à franchir le canal de Suez pour rejoindre un port syrien pour effectuer des manœuvres irano-syriennes en Méditerranée. Il envoie par là un message aux israéliens en leur montrant qu'il peut les engager par deux fronts. La stratégie iranienne converge vers celle de la Russie.

Cette dernière poursuit son rapprochement avec la Syrie, qui lui offre une base Maritime en Méditerranée.

La position de la Russie se cristallise pour soutenir le régime en place. Elle est ralliée sur cette cause (*Syrie*) par la Chine qui a vu se volatiliser tous ses investissements, ses efforts et son point d'attache méditerranéen. On sait très bien que l'alliance Turquie-Israël, permettait d'offrir un espace d'entraînement pour l'aviation israélienne et pouvoir attaquer l'Iran sans

être obligée de passer à travers un pays arabe. Actuellement les relations entre la Turquie et Israël se sont détériorées, Dès lors pouvoir utiliser l'espace syrien constitue un gain stratégique énorme.

L'intérêt de l'occident et d'Israël est que le pouvoir syrien en place s'écroule pour disposer de cette liberté d'action. La Russie et la Chine se posent comme fervents défenseurs de Damas, parce qu'ils savent que les Etats-Unis et ses alliés invoquent la rhétorique des « *droits de l'homme* » pour renverser Al Assad et établir en Syrie un gouvernement dominé par les islamistes sunnites. Ainsi, l'Iran et le « Hezb Allah » se trouveront isolés et affaiblis.

Car si la Syrie tombe elle serait convoitée et enrôlée par l'occident. Ce qui priverait la Russie et la Chine d'un des derniers ports d'escale en Méditerranée, par suite les priver d'atteindre les ressources énergétiques de la région. Donc soupçonnant les Etats-Unis de viser en réalité le contrôle des hydrocarbures de la région, la Russie et la Chine contestent et bloquent explicitement les ambitions américaines. Désapprouvant toute ingérence étrangère contre la Syrie, la Chine défend ainsi ses intérêts dans la région qui sont étroitement liés à l'énergie.

D'autant plus que les Etats-Unis s'inquiètent de la politique d'approvisionnement énergétique chinoise. Depuis l'été 2010, la Chine est devenue le premier pays énergétivore de la planète, elle a détrôné les Etats-Unis plus d'un siècle après. Le professeur et spécialiste américain de l'énergie Michael KLARE a indiqué que dorénavant la Chine « *donnera le rythme pour façonner notre avenir mondial* ». Ces soucis énergétiques ont entraîné la Chine sur le continent africain en application de la politique de diversification des sources.

Le voyage du Président chinois en Afrique (*Egypte, Gabon, puis Algérie*), en janvier 2004 en atteste. S'inscrivant dans cette politique de diversification des fournisseurs en hydrocarbures.

De plus, la « *China National Oil and Gas Exploration* » est en train de construire une raffinerie, dans le Sud algérien, près d'Adrar (*marché remporté au détriment de la société américaine Petrofac*)²⁷. La Chine a également entrepris des recherches en Mauritanie et au Niger et elle a commencé en 2008 l'extraction de pétrole au Mali. Quant à la Libye, elle s'est impliquée dans la construction de centaines de kilomètres d'oléoducs et de gazoducs en contrepartie de pouvoir importer du pétrole Libyen.

²⁷ Rapport d'information n° 400 (2005-06) fait au nom de la commission des affaires étrangères du SENAT français, déposé le 15 juin 2006.

Ainsi sur le continent africain, la concurrence entre les Etats-Unis et la Chine est manifeste. La Chine ne cache pas ses ambitions surtout lorsqu'elle a tenté d'acquérir l'entreprise américaine « *Unocal Corporation* »²⁸. Bien qu'elle ait offert un montant de plus de 18,5 millions de dollars, la firme chinoise s'est vue refuser le marché, mais l'effet provocateur a cristallisé les craintes américaines au sujet de la Chine.

Toutefois les Etats-Unis continuent de jouer la carte de l'ambiguïté, car en dépit du dialogue de haut niveau qu'ils entretiennent avec la Chine, ils continuent d'appliquer la stratégie de l'endiguement.

La fin de la bipolarité et l'annonce de la multipolarité : Après la seconde guerre mondiale les relations internationales ont évolué vers un monde bipolaire. L'ensemble de la planète est ajustée à la domination des États-Unis et de l'URSS, chacun des deux « Grands » dominant un bloc. Cette situation a perduré jusqu'à la fin des années 1980, la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS a laissé une liberté d'action et de conception aux seuls Etats-Unis.

La disparition d'un pôle s'est soldée par l'apparition d'un monde unipolaire centré sur l'hyperpuissance des Etats-Unis, qui n'hésitent pas à enchaîner les guerres (deux en Irak et deux en Afghanistan). Mais cette phase n'est que de courte durée, car durant cette transition s'est produite l'ascension des puissances émergentes (*surtout des BRICS*)²⁹ comme acteurs du système économique et politique international et qui font apparaître un nouvel ordre multipolaire.

La Chine a renforcé ses liens avec l'Afrique, elle accorde des prêts pour le développement économique et notamment le développement des infrastructures de transport et de production minière et ce en échange du pétrole et des minerais. La Chine a misé fort en Libye, elle s'est vue attribuer des chantiers colossaux essentiellement dans le secteur pétrolier, les chemins de fer et les télécommunications, avec près de 20 milliards de dollars de contrats.

Mais son opposition à résoudre le conflit libyen militairement a compromis leurs intérêts causant le départ de plus de 35000 ouvriers chinois. A des milliers de kilomètres de ses bases, la Chine procède à leur évacuation sous la couverture d'une grande propagande médiatique,

²⁸ Dossier écrit par Maurice SPIRZ, intitulé : La Chine va-t-elle dominer le monde ? Paru le 23 septembre 2010 dans le site : www.convergencesrevolutionnaires.org

²⁹ Les cinq pays composant le BRICS sont pour la plupart considérés comme des grandes puissances émergentes, ils sont respectivement les neuvième, sixième, quatrième, deuxième et vingt-cinquième puissances économiques mondiales. Ils comptent 40 % de la population mondiale et, en 2015, ils devraient assurer 61 % de la croissance mondiale selon le FMI.

Pékin a même envoyé en Méditerranée, pour la première fois, une frégate lance-missiles, le Xuzhou, faisant preuve ainsi qu'elle était capable de protéger partout ses propres ressortissants. La Chine joue actuellement la carte de la Syrie en brandissant le Vêto au côté de la Russie contre toute résolution visant à écarter du pouvoir El Asad. Sans doute pour disposer tout deux d'un port en Méditerranée.

Si la Russie et la Chine se rallient en Syrie, ils se distancient en revanche en Asie Orientale. Car l'un de ses objectifs stratégiques est de stopper la pénétration chinoise dans la Sibérie Orientale. Au Sud elle vise à reprendre l'initiative en direction de l'Ukraine et de la Syrie et précisément vers la mer Noire et la Méditerranée. Ce retour russe date de 1999, lorsque Vladimir Poutine arrive au pouvoir pour la première fois. Cette arrivée marque un tournant dans l'histoire de la géopolitique contemporaine parce que son arrivée au pouvoir avait permis à la Russie d'arrêter l'échappée unipolaire américaine. Par son retour à la présidence, *«Poutine va consolider le monde multipolaire qui se dessine»*³⁰, et va lui permettre de consolider un monde multipolaire qui se dessine et achever les tentations de l'oligarchie américaine.

Le système bipolaire assorti de la politique des « risques calculés » et des compensations internes ont assuré un certain équilibre international. Quant au système multipolaire il est plus équilibré car il atténue l'importance d'un conflit entre pôles ou groupes de pôles, mais il ne garantit pas obligatoirement une stabilité. En effet les relations internationales entre un monde multipolaire pourraient s'opposer aux révoltes, soulèvements populaires et agitations sociales. La stabilité d'un système multipolaire est tributaire du soutien d'alliés face à la menace ou à l'hostilité survenue par des réponses reposant sur des visions assez larges.

Donc derrière cet intérêt que suscitent les puissances mondiales pour les peuples et leurs maîtres se cachent une rivalité et un intérêt plus loyaliste à leur vision stratégique. Si l'apparence montre que l'OTAN opère seul en Méditerranée, la réalité est que d'autres œuvrent à son encontre.

Dans ce contexte, la volonté de réaffirmer le leadership des Etats-Unis, Obama demande de passer de la stratégie du « hard power » à celle du « soft power »³¹ aussi pour un rééquilibrage des rapports de force internationaux.

³⁰ Tiré de l'article « Bonne nouvelle pour la multipolarité », d'Aymeric Chauprade publié le 5 mars 2012 dans www.realpolitik.tv

Donc, un monde multipolaire n'offre pas plus d'avantages qu'un autre système. L'établissement d'alliances multiples non basées sur le choix de camp (*si vous n'êtes pas avec nous, alors vous êtes contre nous*), mais sur des considérations d'indépendance qui permettent les divergences politiques et d'intérêts seraient un gage susceptible d'éloigner l'hostilité et l'hégémonie des rivaux même les plus puissants.

L'endiguement du « heartland sahélien » : Kadhafi avait des visées libyennes sur une très grande partie du Sahara, ces visées sont reprises des Senoussi. En effet les Senoussi ont formé un grand réseau dans la plupart des régions sahariennes mais aussi sahéliennes. Ce réseau a constitué à l'origine une confrérie anti-impérialiste. Il avait permis de favoriser les relations et les projets qu'a entretenus Kadhafi.

En 2002, il a présidé la formation d'une Communauté des États sahélo-saharien la Cen-Sad qui rassemble 28 membres. En avril 2006, il annonce à Tombouctou la création de la « *Ligue populaire et sociale des tribus du Grand Sahara* ». Il considère en effet comme absolument factices toutes les frontières qui divisent les étendues sahariennes. Dans le même temps, il pousse les Touaregs à s'unir et il soutient leur rébellion.

Au Sahara et dans la zone sahélienne, les réseaux « *djihadistes* » d'AQMI sont également actifs. L'idée du jihad n'est pas seulement la volonté « *d'imposer la loi coranique, c'est aussi un combat pour faire l'unité du monde musulman en attaquant les États qui le divisent* »³²

Le Sahara est un immense espace appartenant à plusieurs entités avec des frontières fictives. Yves LACOSTE se demande si : « *Le Sahara ne pourrait-il pas devenir la grande base de départ pour reconstituer l'unité du monde musulman* » ?

Lorsqu'on parle de la géopolitique on ne manque pas de parler de « *heartland* », Dans cette optique la ressemblance entre l'immense Sahel saharien et le pivot central « *heartland* » de Mackinder pourrait aider à développer l'idée d'un « *heartland Sahélien* ». D'un point de vue géopolitique cette appréciation s'apprête bien à la situation actuelle où règnent un amalgame de menaces et d'insécurité qu'il faut s'en prémunir. Car cette représentation géopolitique pourrait être reprise pour servir un projet politique « *qui tient le heartland tient le monde* ».

³¹ Le « *hard power* », combinaison de moyens politiques, institutionnels, stratégiques, économiques et militaires, consiste à imposer, par la coercition, par la force, par le conflit si nécessaire, sa volonté aux autres acteurs. Le « *Soft power* » renvoie au contraire à la capacité d'atteindre des objectifs internationaux par l'adhésion plutôt que par la contrainte, en usant de moyens pacifiques. Le « *soft power* » implique la capacité des autorités politiques et diplomatiques à susciter par la séduction l'adhésion de la communauté internationale à son propre agenda.

³² Yves Lacoste : Sahara, perspectives et illusions géopolitiques.

En poursuivant le développement de cette idée, on sera amené à avancer la stratégie de l'endiguement pour contenir ce « *heartland Sahélien* », et si on revient à l'analyse de l'explosion démographique en Afrique (*deux milliards en 2050, selon l'ONU le Nigéria passera de 140 millions en 2010 à 390 millions en 2050*) faite par Robert KAPLAN, il évoque : « *le Sahara comme une barrière qui pourrait être opposée à d'énormes migrations vers le nord* ». Mais il insiste sur le fait que ce rôle ne pourrait être assumé en l'absence d'une forte présence humaine et des appareils d'Etats imposants dans ces grands étendus sahariens. Ainsi l'idée de « *heartland Sahélien* » au sens de Mackinder, constitue : « *un immense tremplin naturel d'où l'on peut se lancer pour la maîtrise du monde* »³³.

Donc l'enjeu est de taille, contrôler cet immense espace peut procurer un avantage pour s'étendre au sens de RATZEL : « *l'État était comparable à un organisme vivant* », cette idée qu'à développer Kjellen³⁴. Ainsi on pourra introduire l'idée de Haushofer « *Pan-Ideen* » : les grandes zones d'hégémonie du Nord sur le Sud.

Israël se repositionne sensiblement en Afrique de l'Ouest et au Sahel afin d'encercler les puissances arabes. Elle applique le concept de la troisième ceinture, pour contenir les pays de la deuxième ceinture (le Soudan, la Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc). Sa politique s'appuie sur des leviers divers comme les ventes d'armes et la coopération agricole avec les pays de la région.

Donc, en dépit de rivalités et de stratégies divergentes, l'option sécuritaire semble prévaloir afin de renforcer la stabilité dans la région. Car passer d'une situation précaire à une situation chaotique pourrait avoir de lourdes conséquences.

Le déséquilibre local pourrait avoir des répercussions sur toute la région et peut affecter tous les acteurs. Les pays Sud-méditerranéens sont appelés à développer cet espace et y créer un environnement propice à la vie. Ce pivot sahélien ne peut pas prendre en charge le développement d'activités économiques dans le contexte géopolitique actuel à cause des divergences. L'instrumentalisation de cet espace par de multiples ingérences étrangères et marginales (groupe armés) poursuivant des objectifs divers et concurrents fragilisent les

³³ Yves LACOSTE, *Article intitulé : Sahara, perspectives et illusions géopolitiques*, paru dans le trimestriel La découverte N°142 ; 3^{ème} trimestre 2011, éd. Hérodote.

³⁴ Il est constitué d'une fraction de l'humanité rassemblée sur une fraction du sol. Les deux éléments principaux caractérisant l'État sont donc le peuple et le sol. La notion de peuple n'impliquait aucune connotation raciale : il s'agissait d'un ensemble d'individus liés non par la race ni par la langue mais vivant sur un même sol. Kjellen refusait la politique des nationalités qui était déjà en vogue et triompherait après la Grande Guerre. Il s'agissait d'une conception impériale de l'État, conception qui évoquait l'Empire austro-hongrois mais peut être rapprochée de la notion moderne d'État pluriethnique.

équilibres régionaux et favorisent le risque de multiplication de crises et de conflits : actuellement une forte incertitude caractérise la région.

2.3. LES INITIATIVES DE COOPERATION SOUS L'EGIDE DE L'OTAN

La coopération avec les pays Sud-méditerranéens revêt un caractère d'intérêts unilatéraux assortis d'une apparence mutuelle. Les acteurs majeurs dans ce rapport Nord-Sud, sont l'OTAN et l'UE. Il ne faut pas confondre entre les rôles de l'OTAN et celui de l'UE, le premier s'intéresse à tous ce qui se rapporte à la sécurité, quant à celui de l'UE il couvre le domaine du développement économique.

Toutefois dans l'UE on essaye d'établir quelque chose en relation avec le Processus de Barcelone ; particulièrement en lien avec la sécurité. Ce volet n'a pas donné beaucoup de résultats à cause de la divergence des perceptions. Car si la rive nord est plus orientée vers la sécurité et le dialogue politique, la rive sud est plus orientée vers le développement économique. On remarque que les compétences de l'OTAN et ceux de l'UE s'entremêlent, alors que la majorité des pays représentés dans l'UE sont aussi présents dans l'OTAN. Les Etats-Unis établissent leur influences de plusieurs manières : à travers l'OTAN et leurs alliés en Afrique à travers l'AFRICOM. Donc on se propose de parler de l'OTAN en premier lieu pour pouvoir dégager les rivalités vis-à-vis de l'UE.

Les initiatives de coopération de l'OTAN : Le rôle que joue l'Alliance dans la lutte globale contre le terrorisme, elle ne reste pas perplexe, elle accroit son intérêt pour les pays de la zone méditerranéenne, où sévissent plusieurs formes d'instabilité (*démographiques, énergétiques, économiques*) et émergent de nouvelles menaces (*terrorisme et prolifération des armes*). En s'éloignant de plus en plus de son théâtre traditionnel, l'OTAN a davantage besoin de partenaires proches des éventuels zones d'action. Ce rapprochement va devoir soulever par le dialogue avec les partenaires certains problèmes d'interopérabilité. Pour lui, la sécurité de la région euro-atlantique est étroitement liée à celle de la Méditerranée, l'OTAN s'attache à renforcer la coopération pratique avec les pays Sud-méditerranéens en matière de sécurité et de défense ainsi que les plans civils d'urgence dans un cadre du Dialogue méditerranéen (DM). Ces constats stratégiques impliquent une modification des offres de coopération à l'égard de la Méditerranée « *élargie* ».

Le dialogue méditerranéen de l'OTAN : Il est lancé en 1994, ce cadre d'échanges sur les questions de sécurité a pour objectif initial de promouvoir l'OTAN auprès des pays du Sud de la Méditerranée généralement méfiants à son égard, alors que des initiatives concurrentes sont

mises en œuvre dans la région. Si les activités de coopération proposées dans le cadre du DM ont augmenté et ont été diversifiées depuis son lancement, les pays partenaires du Sud en demandent davantage et souhaitent augmenter leur participation aux activités de l'OTAN. Or, une réunion entre le Conseil de l'Atlantique Nord et les pays du DM (format 26+7) s'est tenue à Rabat les 6-7 avril 2006 durant laquelle les participants ont fait le bilan et réfléchi aux futures perspectives du DM, elle illustre l'avancée relative des propositions dans ce domaine. Il a notamment été décidé d'étudier les modalités d'une participation future de l'Algérie, d'Israël et du Maroc à l'opération « *Active Endeavour* »³⁵, alors que le domaine de la lutte contre le terrorisme est identifié comme le mieux adapté à une plus grande coopération pratique avec les partenaires méditerranéens. La perspective d'une participation accrue aux exercices ainsi qu'aux opérations de l'OTAN, relève donc avant tout de la volonté politique des alliés de répondre aux attentes des pays du Sud, mais elle est aussi conditionnée par l'interopérabilité des forces, qui n'est pas sans soulever des difficultés. Le 10^{ème} anniversaire du DM (les 8 et 9 décembre 2004) a permis une amélioration de l'offre politique faite aux partenaires méditerranéens avec le lancement de rencontres régulières entre les Chefs d'Etat-major des Armées, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, et entre le Conseil de l'Atlantique Nord et les représentants des pays partenaires, visant à instaurer un ancrage institutionnel du dialogue ainsi qu'une plus grande visibilité. Au format 26+7, ces réunions répondent à une demande des partenaires du Sud en favorisant l'émergence d'un débat commun sur la sécurité dans la région. Mais la dimension politique du partenariat demeure insuffisante ; les pays méditerranéens du DM déplorent l'absence d'un document cadre « fondateur » définissant les bases et les perspectives politiques du partenariat et ils souhaiteraient que les rencontres multilatérales fassent l'objet d'une déclaration conjointe. A l'inverse, des décisions répondant à ces attentes sont très appréciées, comme la création de bureaux de liaison au sein même du QG de l'OTAN, le SHAPE à Mons. Mais en l'absence de toute perspective de participation à la planification et à la décision, la dimension partenariale, et donc politique, du DM demeure marginale.

L'initiative de coopération d'Istanbul (ICI) : Dans une perspective identique à la « *Broader Middle East and North Africa Initiative* » lancée par l'Administration Bush en février 2004, l'OTAN a souhaité intégrer au DM des pays de la région Moyen-orientale. Face aux

³⁵ Dans le cadre de l'opération *Active Endeavour*, des navires de l'OTAN effectuent des missions de patrouille en Méditerranée où ils surveillent le trafic maritime afin de détecter et de décourager les activités terroristes, et d'assurer une protection contre ces activités.

inquiétudes des partenaires méditerranéens, une nouvelle offre de coopération bilatérale distincte du DM a été proposée aux Etats du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) lors du Sommet d'Istanbul (28 juin 2004), elle est destinée à s'ouvrir à l'ensemble des pays de la région qui souhaiteraient y participer.

Cette proposition intervient alors que l'OTAN évolue vers une organisation à vocation plus globale par le biais de ses partenariats, mais aussi au regard de l'intérêt stratégique de la région du Golfe (*réserves pétrolières, zone de pré-positionnement entre le bassin méditerranéen oriental et les théâtres afghan et irakien*) et de son instabilité croissante.

L'ICI semble plutôt bien accueilli par les pays du CCG, qui montrent un intérêt pour une coopération dans le domaine de la surveillance et de la sécurisation des frontières, lié à la lutte contre le terrorisme.

Les activités militaires de coopération proposées par l'OTAN répondent aux besoins de ses partenaires méditerranéens, comme la modernisation des forces armées pour les partenaires du DM, et le contrôle du territoire pour ceux de l'ICI. L'Alliance est également perçue comme une protection complémentaire des Etats- Unis, associant des modalités de coopération moins contraignantes et déstabilisatrices.

A cet égard, elle doit gérer des attentes fortes et croissantes de la part de ses partenaires du Sud. Si l'image de l'Alliance a évolué auprès des gouvernements, elle demeure négative auprès de leurs populations. Les activités de diplomatie publiques mises en œuvre sont encore insuffisantes pour parvenir à modifier les perceptions négatives de l'OTAN comme organisation mettant en œuvre la politique américaine.

Toutefois, le futur du dialogue et de l'ICI dépendra de la question palestinienne. Faute d'une solution, le Sud considère impossible d'instaurer des mesures de confiance, encore plus s'il s'agit de mesures opérationnelles et structurelles comme celles sur le contrôle et la limitation des armements. Il voit dans ses rapports de force avec Israël une instabilité stratégique permanente et s'irrite à propos des discriminations perpétrées par l'Occident sur la question du désarmement entre lui et Tel Aviv.

Le document politique de l'ICI confirme l'importance d'une solution équitable au problème palestinien, sans du tout se compromettre. En effet, il s'agit là d'une question qui n'entre pas dans l'agenda politique de l'OTAN, bien que parfois l'on considère comme possible une interposition Alliée dans la région.

2.4. COLLABORATION OU CONCURRENCE ENTRE L'OTAN ET L'UE ?

Il ne faut pas confondre entre le rôle de l'OTAN et celui de l'UE, le premier s'intéresse à tous ce qui se rapporte à la sécurité, quant au rôle de l'UE, il couvre le domaine du développement économique. Pour faire ressortir les points de discordes et l'empiètement sur les compétences des acteurs européens, une présentation sommaire des démarches européennes serait nécessaire.

Présentation sommaire des démarches européennes :

Le processus de Barcelone (PB) : Lancé en novembre 1995, a déterminé un nouveau cadre de référence pour les relations euro-méditerranéennes, le Processus de Barcelone (PB) établit un partenariat euro-méditerranéen dans le domaine de la sécurité, du développement et de la culture entre l'Union européenne et dix autres États riverains de la mer Méditerranée³⁶. Le Processus de Barcelone repose sur des principes fondamentaux, émanant de l'appréciation européenne de la situation problématique de la zone. Elle définit un partenariat multilatéral, reposant sur des relations d'égalité et sur le dialogue entre ses participants. L'approche privilégiée étant de diminuer les divers écarts (*économique, sociale, démocratique*) entre les rives Nord et Sud par l'établissement de standards pour une perception commune des réalités. La politique européenne a aussi été perçue à travers ce processus comme contradictoire par le fait qu'elle se conforme à l'objectif d'imposition de la démocratie aux régimes arabes, après que l'Union européenne ait critiqué cette exigence. Les politiques d'immigration des pays européens, de plus en plus restrictives, sont également un sujet d'inquiétude des partenaires du Sud, qui décrédibilisent les intentions européennes à l'égard de la région méditerranéenne.

Les partenaires méditerranéens dénoncent davantage «l'illusion de partenariat», le PB ne reflétant que la seule vision européenne de la sécurité en Méditerranée, fondée sur la perception du Sud comme une source de menace.

La Politique européenne de voisinage (PEV) : A l'égard des pays méditerranéens lancée par la Communication de la Commission européenne du 11 mars 2003 décline pour la région un cadre destiné initialement aux pays voisins de l'Est, dans la perspective d'une adhésion à terme.

³⁶ L'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Syrie, la Tunisie, la Turquie et l'Autorité palestinienne ; la Libye et l'Irak ont eu le statut d'observateurs.

Conçue et dirigée essentiellement par la Commission européenne, la PEV établit une coopération bilatérale avec chacun des pays partenaires, selon le principe de différenciation avec la mise en œuvre de plans d'action conçus au « cas par cas ».

La PEV provoque également un certain scepticisme de la part des partenaires du Sud qui s'interrogent sur la stratégie européenne à leur égard et sur l'avenir du PB. Malgré cela, Israël, la Jordanie, le Maroc, l'Autorité palestinienne et la Tunisie ont déjà adopté un plan d'actions, le Liban, l'Égypte et l'Algérie devant prochainement y adhérer.

Cependant, certains partenaires, comme la Tunisie, peuvent être tentés d'opérer un recentrage de leurs relations avec l'Union européenne vers d'autres cadres de dialogue spécifiques à la région méditerranéenne, comme l'initiative « politique et sécurité » au format 5+5.

Deux options émergent pour le PB : rétablir un partenariat en accord avec le projet auquel les pays méditerranéens ont adhéré en 1995 et multiplier les propositions d'activités dans le domaine « politique et sécurité ». Les partenaires méditerranéens doivent prendre conscience que l'absence de projet commun concernant la sécurité régionale les enferme dans une position de réaction par rapport aux propositions faites. Leurs points de vue sont donc moins pris en compte que s'ils étaient regroupés en force d'initiative : comme cela semble se produire dans le cadre de l'initiative « sécurité et défense » au format 5+5.

L'Union pour la Méditerranée (UPM) : Organisation internationale intergouvernementale à vocation régionale. Fondée à l'initiative du président français, le 13 juillet 2008, dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, l'organisation est destinée à donner un nouveau souffle au processus de Barcelone, partenariat liant l'Europe aux pays riverains de la Méditerranée.

La France a replacé la Méditerranée au centre d'intérêts en lançant l'idée d'une Union méditerranéenne entre les pays riverains. L'Allemagne qui a sa propre vision du Sud-méditerranéen, et quant à elle, hostile à une diplomatie française dynamique, et fait perdre à ce projet son originalité, (si les institutions européennes veulent adopter cette initiative), tandis que les pays du Sud-méditerranéens sont restés partagés entre l'intérêt et la méfiance.

Cette méfiance est alimentée par la participation de l'État d'Israël au processus alors que l'Union européenne a signé, le 16 juin 2008, un accord spécial : « quasi membre de l'UE »³⁷.

³⁷ Une intégration renforcée d'Israël dans le marché unique et les institutions européennes par la présence des ministres israéliens dans les conseils européens, et la participation d'experts israéliens dans l'ensemble des programmes et des groupes de travail européens.

Mais la déclaration relative à cette initiative a omis toute référence à la démocratie et aux droits de l'homme comme stipulent les objectifs du Processus de Barcelone.

Collaboration entre l'OTAN et l'UE :

Les bouleversements les plus récents vécus par l'Europe dans son voisinage stratégique ont été provoqués par les guerres de successions yougoslaves dans les années 90. Lors de ces événements dramatiques, l'OTAN avait fait valoir ses intérêts au détriment de ceux de l'Union européenne. Car le fait d'impliquer dans cette guerre l'OTAN dont plusieurs membres appartiennent à UE et qui venait à peine de ratifier le traité de Maastricht notamment la clause de défense. Une telle situation provoquée par les USA a fait éloigner le projet d'une défense européenne. Ce confinement va continuer avec l'élargissement à l'Est de l'OTAN qui se fait presque conjointement avec l'adhésion des pays de l'est à l'UE, sous pression américaine. Ainsi l'idée d'une défense européenne devient utopique.

Le positionnement de la France par rapport à la Défense européenne est clair : « *il s'agit de renforcer l'action militaire de l'Union européenne, de forcer les choses* »³⁹, car les autres membres, la Grande Bretagne, traînent nettement les pieds sur ce dossier.

Le PMO et l'ICI n'ont pas encore atteint les objectifs escomptés. D'une part, les Alliés n'ont pas la même vue sur la manière de développer la coopération avec les pays « hors-zone ». D'autres parts, les pays membres de l'OTAN évoquent des considérations sécuritaires liées à leurs géographies pour justifier des priorités stratégiques différentes.

L'acteur principal serait les Etats-Unis en tant que puissance méditerranéenne, ils s'opposent habilement à toute déconnexion ou d'indépendance politique susceptible de briser l'Alliance et par la suite les Etats-Unis.

En d'autres termes, l'implication de l'OTAN dans cette région n'échappe pas à la compétition transatlantique entre les Etats-Unis et les pays européens. Les Etats-Unis apportent un intérêt particulier au rôle de l'OTAN en Méditerranée et au Moyen-Orient en raison de la place de cet espace dans le dispositif militaire américain au Sud du continent européen. Qu'il s'agisse du maintien d'intérêts économiques, de la lutte contre le terrorisme ou d'éventuelles interventions militaires au Moyen-Orient pour la défense d'Israël.

³⁹ La Libye, La France et l'OTAN : Un triangle complexe aux enjeux multi scalaires Caroline DELAGE, 22 avril 2011.

L'intérêt stratégique que portent les Etats-Unis à ce corridor s'étend aussi, apparemment, à la surveillance de l'arc de crise qui part du Maghreb, traverse le Machrek pour se prolonger à travers le Sud-est asiatique ».

En outre, les Etats-Unis prônent une stratégie de puissance en Méditerranée visant à empêcher l'UE de devenir une puissance à part entière, et ce, en gênant son action et en neutralisant la volonté de la France de développer une politique euro-méditerranéenne relativement autonome.

Dans ce sens rappelle Jean-Paul Basquais : « *Mais les Européens ne doivent pas oublier que c'est l'Amérique, en Afrique comme au Moyen Orient, qui a favorisé la radicalisation de l'islam, pour la raison évoquée ci-dessus : affaiblir les liens traditionnels entre populations africaines et intérêts européens, être les seuls à profiter des ressources disponibles* »⁴⁰.

Conclusion partielle :

Compte tenu des nouvelles priorités stratégiques américaines en Eurasie et en Afrique, empêcher l'UE de devenir une puissance à part entière n'entraînera certainement pas un renforcement de la présence permanente de la puissance américaine en Méditerranée.

Mais au contraire un redéploiement progressif vers l'Asie centrale et en Afrique (sur le continent et l'Atlantique).

Ce redéploiement peut se comprendre comme un désengagement progressif de la présence navale permanente américaine en Méditerranée.

Ainsi, les Européens auront progressivement la charge de gérer militairement les facteurs persistants d'instabilité. La Méditerranée demeurera pourtant un couloir stratégique important pour l'acheminement de l'énergie et pour accéder depuis les Etats-Unis à l'espace eurasiatique.

Toutefois, la collaboration OTAN-UE dans le domaine de coopération et du dialogue avec les organisations régionales et sous régionales africaines a beaucoup évolué depuis les négociations sur les arrangements « *Berlin Plus* »⁴¹. En mettant l'accent sur la dimension opérationnelle.

⁴⁰ Tiré de l'article écrit par Jean-Paul Baquiast (diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris), intitulé : Une explosion en préparation au cœur de l'Afrique sahélienne, avril 2012 sur le site du Réseau européen de réflexion géopolitique : www.tendencias21.net.

⁴¹ Le dernier accord conclu entre l'OTAN et l'UE dans ce domaine concerne des normes communes en vue d'échanger des informations classifiées et de pouvoir mener des consultations et coopérer sur des questions de sécurité (Accord OTAN-UE sur la sécurité de l'information, 14 mars 2003).

Cette coopération continue de se développer malgré les différends politiques entre certains Etats européens et les Etats-Unis, ainsi qu'entre certains Etats membres de l'UE.

CONCLUSION

Lorsqu'on est de l'autre côté de la Méditerranée et qu'on parle des pays Sud-méditerranéens, on évoque souvent l'immigration, le terrorisme, la dictature, l'islamisme, la drogue, la croissance démographique, la pauvreté etc.

Ces problèmes sont dus à des situations latentes provoquées par le colonialisme. Un climat d'instabilité où toute reconstitution institutionnelle s'avère difficile à cause de l'identité maculée. Ils constituent des menaces qui entravent le développement de ces pays et de leur prospérité. Cette situation pourrait mettre en péril la sécurité et la paix internationales.

Avec les changements qui s'opèrent maintenant, un rayon d'espoir apparaît pour certaines sociétés civiles qui commencent à se mobiliser dans le monde arabo-musulman pour aspirer à la démocratie. Mais l'envahissement de l'environnement politique par des mouvements islamistes dans plusieurs pays, a suscité une réaction hostile de la part de certaines élites politiques et intellectuelles qui prônent la pratique de la gouvernance du Nord.

Les pouvoirs en place, comme les gouvernements à domination islamiste qui viennent d'accéder au pouvoir, ont toujours des soupçons quant à la gouvernance du Nord. Ainsi les rapports entre Nord et Sud n'auront pas les mêmes assises, car l'occident doit reconsidérer sa stratégie et reconnaître que la situation actuelle est due à leur politique et non pas à la culture. Le temps de l'orientalisme est dépassé, Averroès a dit : « *L'aveugle se détourne de la fosse où le clairvoyant se laisse tomber* ».

La stratégie de l'OTAN menée dans l'espace méditerranéen et moyen-oriental est tributaire du contexte dans lequel elle se développe.

Elle est conditionnée d'une part, par la complexité de l'environnement sécuritaire de cette région. Et d'autre part, par l'application de la stratégie de conquête et de domination par la puissance hégémonique américaine au nom de la démocratie ensuite au nom de la lutte contre le terrorisme.

Se prémunir d'une humanité mystifiée et cantonner les pays du Sud-méditerranéens dans le dispositif d'endiguement du sahel semble l'emporter sur la volonté d'entreprendre des partenariats reposant sur des relations d'égalité.

Il est clair que, pour que l'OTAN puisse continuer à exister, elle doit inventer un antagoniste pour ensuite le contrôler et le contenir.

GLOSSAIRE

- ONU : Organisation des Nations Unies.
- CNT : Conseil National de Transition.
- AQMI : Al Qaeda au Maghreb Islamique.
- GICL : Le groupe islamique des combattants libyens.
- CIA: Central Intelligence Agency.
- AFRICOM: The United States Africa Command.
- OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
- OCA: Offensive Counter Air.
- FOFA: Follow On Forces Attack.
- ISAF : Force Internationale d'Assistance à la Sécurité
- AWACS: Airborne Warning and Control System.
- NRF : NATO Response Force (force de réaction de l'OTAN).
- CNOGE: China National Oil and Gas Exploration.
- Unocal: Union Oil Company of California.
- BRICS : Acronyme anglais pour désigner une organisation regroupant le :
Brésil, Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.
- Cen-Sad : Communauté des États sahélo-saharien.
- UE : Union Européenne.
- DM : Dialogue méditerranéen.
- PpP : Partenariat pour la Paix.
- SHAPE: Supreme Headquarters Allied Powers in Europe
(Le Grand quartier général des puissances alliées en Europe).
- CCG : Conseil de Coopération du Golfe.
- ICI : Initiative de Coopération d'Istanbul.
- PB : Le processus de Barcelone.
- PEV : La Politique européenne de voisinage.
- PMO : Partenariat Méditerranéen de l'OTAN

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- Catherine Grandperrier, Le Nouveau Concept de l'OTAN et de la Défense de l'Europe, éd. L'Harmattan 2011, page 44.
- Archives de sociologie des religions, Jaques Coulland, p 184.
- La Tentation Impériale, Simon Serfaty, éd. Odile Jacob 2004, page 145. (Serfaty est le directeur des études européennes au Center for Strategic & International Studies (CSIS) à Washington).

ETUDES

- France Monde arabe : échanges culturels et politiques ; Laure Manicom, Samaha Khoury, Alhadji Bouba Nouhou, Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et musulman, Académie culturelle arabe de Beyrouth ; éd. Presses Univ de Bordeaux 2008.
- Éditorial du thème Géostratégie dans STRATISC.ORG d'Hervé COUTAU-BÉGARIE, intitulé : Qu'est-ce que la géostratégie ?
- Dossier écrit par Maurice SPIRZ, intitulé : La Chine va-t-elle dominer le monde ? Paru le 23 septembre 2010 dans le site : www.convergencesrevolutionnaires.org
- Accord OTAN-UE sur la sécurité de l'information, 14 mars 2003).

ARTICLES DE REVUES

- Article intitulé : «C.I.A. Agents in Libya Aid Airstrikes and Meet Rebels», écrit par Mark MAZZETTI et Eric SCHMITT en date du 30 mars 2011.
- The Future of NATO's Mediterranean Initiative: Evolution and Next Steps, 2000.F. Stephen Larrabee, Jerrold Green, Ian O. Lesser et Michele Zanini,
- « The Clash of Civilisations ? », Samuel Huntington professeur à l'université de Harvard, publié dans la revue Foreign Affairs en 1993.
- Sahara, perspectives et illusions géopolitiques, Yves LACOSTE, paru dans le trimestriel, La découverte N°142 ; 3ème trimestre 2011, éd. Hérodote.

ARTICLES DE JOURNAUX

- The Clash of Ignorance: Le choc des ignorances; Edward W. Said; The Nation, 4 octobre 2001.
- D'après le Quotidien Oran, M. Mehdi. Le 6 juin 2007.
- D'après l'article de Jason BUKE : « Al-Qaida leadership almost wiped out in Pakistan » publié dans le journal électronique : www.guardian.co.uk le 25 décembre 2011.

« Et si la Libye devenait le nouveau sanctuaire d'al-Qaïda », Arnaud CASTAIGNET
Journaliste et économiste, publié sur le site www.slateafrique.com.

SITES INTERNET

- www.editionsladecouverte.fr.
- www.slateafrique.com.
- www.gabrielperi.fr
- www.realpolitik.tv
- www.convergencesrevolutionnaires.org
- www.tendencias21.net

ARTICLES PUBLIES SUR INTERNET

- L'AMBITION DES ÉTATS-UNIS, Samir Amin, Président du Forum du Tiers Monde, paru sur <http://www.gabrielperi.fr>
- « Bonne nouvelle pour la multipolarité », Aymeric Chauprade publié le 5 mars 2012 dans www.realpolitik.tv
- Une explosion en préparation au cœur de l'Afrique sahélienne, écrit par Jean-Paul Baquiast (diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris), publié en avril 2012 sur le site du Réseau européen de réflexion géopolitique : www.tendencias21.net.
- Quand la guerre en Libye amène le chaos au Mali, Adrien Hart, www.slateafrique.com, 22 Mars 2012.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE : LA SITUATION GEOPOLITIQUE DES PAYS SUD- MEDITERRANEENS.....	7
1.1. LES ANTAGONISMES DU PASSE :	7
Les rivalités entre ottomans et occidentaux :	7
La nationalisation du Canal de Suez :	8
La Rivalité OTAN-URSS (la guerre froide) :	9
1.2. PRESENTATION DES PRINCIPAUX PAYS SUD-MEDITERRANEENS:	10
Le maroc	10
La Tunisie:	10
L'algerie.....	11
La Libye :	12
L'Egypte :	12
1.3. LA SITUATION ACTUELLE DANS LES PAYS SUD-MEDITERRANEENS :	13
La situation politico-culturelle:.....	13
La situation socio-économique:	13
Les nouvelles formes de menaces :	15
La prolifération des armes :	15
La montée de l'Islamisme radical :	16
Le trafic illicite et les contres bandes :	16
L'immigration clandestine :	17
Les conflits régionaux:.....	18
Le conflit arabo-israélien :	18
Le conflit libyen :	19
1.4. LES TENDANCES LOURDES QUI PESENT SUR LES RELATIONS NORD-SUD.....	21
DEUXIEME PARTIE : LES PAYS SUD-MEDITERRANEENS DANS LA STRATEGIE DE L'OTAN.....	23
2.1. TRANSFORMATION DE L'OTAN :	24
Création de l'OTAN :	24
Evolution du concept stratégique de l'OTAN :	26
L'OTAN et la guerre froide :	26
L'OTAN de l'après guerre froide:.....	26
L'OTAN d'après le 9/11:	28
L'actuel concept stratégique de l'OTAN:	29
Les moyens militaires :	31
2.2. LA SITUATION GEOSTRATEGIQUE AFFECTANT LA REGION SUD-MEDITERRANEEN:	32
La stratégie de l'endiguement « containment » :	32
La fin de la bipolarité et l'annonce de la multipolarité :	36
L'endiguement du « heartland Sahélien » :	38
2.3. LES INITIATIVES DE COOPERATION SOUS L'EGIDE DE L'OTAN:	40
Les initiatives de coopération de l'OTAN:	40
Le Dialogue Méditerranéen de l'OTAN :	40
L'initiative de Coopération d'Istanbul (ICI)	41
2.4. COLLABORATION OU CONCURRENCE ENTRE L'OTAN ET L'UE ?:	43
La collaboration entre l'OTAN et l'UE:	45
CONCLUSION.....	47
GLOSSAIRE.....	49
BIBLIOGRAPHIE	50
TABLE DES MATIÈRES.....	52